

VAUD 2040

Groupe de consultation citoyens-ne-s

Démarche participative

Compte-rendu des ateliers 3 et 4



Date : 13.06.2022

Lieu : Yverdon-les-Bains

Mandant :

Statistique Vaud

Rue de la Paix 6

CH-1014 Lausanne

Mandataire :

Haute école d'ingénierie et de gestion du Canton de Vaud (HEIG-VD)

Institut d'ingénierie du territoire – Insit

Route de Cheseaux 1

CH-1401 Yverdon-les-Bains

Collaborateurs impliqués par ordre alphabétique :

Adeline Cherqui, Chargée de Rà&D, adeline.cherqui@heig-vd.ch

Noémie Délèze, Chargée de missions, noemie.deleze@heig-vd.ch

Florent Joerin, Professeur HES Ordinaire, Directeur d'INSIT, florent.joerin@heig-vd.ch

Nathalie Nyffeler, Professeure HES ordinaire, Responsable Innovation & Entrepreneuriat, nathalie.nyffeler@heig-vd.ch

Les auteurs sont seuls responsables du contenu et des conclusions du présent rapport.

Table des matières

I. Introduction: Objectifs de la démarche participative	4
II. Atelier 3: 1er novembre 2021	5
2.1 Dispositif du troisième atelier	5
2.2 Résultats du troisième atelier	6
2.2.1. Premier scénario : Individualisme et écologie	7
2.2.2. Second scénario : Ouverture et centralisation du pouvoir	11
2.2.3. Troisième scénario : Autoritarisme et repli sur soi	14
2.2.4. Quatrième scénario : Tournant écologique et mesures fortes de l'État	20
2.3 Retour réflexif sur ce troisième atelier	26
III. Atelier 4: 21 novembre 2021	27
3.1 Dispositif du quatrième atelier	27
3.2 Résultats du quatrième atelier	28
3.2.1 Enjeu 1 : Enjeu environnemental	29
3.2.2 Enjeu 2: Enjeu de cohésion social	34
3.2.3 Enjeu 3 : Enjeu économique	38
3.2.4 Enjeu 4 : Enjeu démographique	43
3.2.5 Enjeu 5 : Enjeu technologique	48
3.2.6 Enjeu 6 : Enjeu de la dépendance vers l'extérieur	52
3.2.7 Enjeu 7 : Enjeu démocratique	56
3.2.8 Enjeu 8 : Enjeu de sécurité	60
3.3. Présentation commune des différentes discussions de la soirée	64
3.4 Retour réflexif sur ce quatrième atelier	65
IV. Annexes	66
Dossier des participants - Ateliers 3	67
Ateliers 3 du 1er novembre 2021	75
Atelier 4 du 25 novembre 2021	80

I. Introduction : Objectifs de la démarche participative

Pour mieux cerner les évolutions de la société vaudoise en 2040 et accompagner les politiques dans leurs prises de décisions, le service cantonal en charge de la statistique (StatVD), en partenariat avec la Commission de prospective, mène le travail prospectif « Vaud 2040 ». Dans ce contexte, ce service a mandaté la HEIG-VD pour développer et mener une démarche participative. L'objectif est de nourrir le travail de la Commission de prospective grâce à la consultation d'un groupe de représentant·e·s des principales institutions de la société civile vaudoise sur un ensemble de questions liées à l'évolution du canton.

Pour ce faire, l'équipe de la HEIG-VD, avec le soutien de StatVD, a identifié 32 institutions représentant la société civile. Ces institutions ont été invitées à proposer deux membres représentatifs de leur structure. Dans l'objectif de favoriser la diversité des participant·e·s, l'équipe a retenu l'un des membres selon des critères de lieu d'habitation, de formation, d'âge et de sexe. 36 personnes ont été invitées à cette démarche participative.

Celle-ci a été conçue autour de deux phases de réflexion. La première correspond aux deux premiers ateliers (printemps 2021) où les participant·e·s ont été invités à se positionner sur les évolutions de la société vaudoise à horizon 2040 et la seconde phase (automne 2021) cherche à interroger ces représentants de la société civile sur les enjeux pour le politique dans l'accompagnement de ces projections en 2040.

Dans le cadre de son travail pour la Commission prospective, StatVD a élaboré des scénarios en croisant des évolutions possibles et contrastées de différents facteurs d'influence. Ces scénarios et les enjeux sociétaux qui en découlent ont été soumis à la discussion lors des ateliers 3 et 4, qui se sont déroulés en automne

Les ateliers 3 et 4 ont ainsi été structurés comme suit :

- 3 Atelier 3 : scénarios et leurs conséquences ;
- 4 Atelier 4 : identification et discussion des enjeux sociétaux soulevés par les projections en 2040.

Ce rapport reflète les résultats des échanges menés durant cette seconde phase du processus. Ces deux ateliers ayant pris des formes quelques peu différentes sont abordés successivement dans ce rapport.

II. Atelier 3: 1er novembre 2021

3

2.1 Dispositif du troisième atelier

L'objectif de ce troisième atelier était d'obtenir du matériel pour donner corps aux scénarios restitués dans le rapport « Vaud 2040 ».

Il a été organisé en présentiel dans le bâtiment administratif de la Pontaise à Lausanne. Pour tenir compte des contraintes sanitaires, les groupes de travail ont été répartis dans des salles différentes. Bien que les participant·e·s aient pu se regrouper autour de tables communes, la distance de 1,50 m a été maintenue.

Ce troisième atelier a été structuré autour de 4 scénarios :



Scénario 1 : Individualisme et écologie



Scénario 2 : Ouverture et centralisation du pouvoir



Scénario 3 : Autoritarisme et repli



Scénario 4 : Tournant écologique et mesures fortes de l'État

Ces scénarios ont servi de base à ceux finalement retenus dans le rapport « Vaud2040 ». Depuis, ils ont été complétés et renommés.

Au cours de l'atelier, chaque participant·e a travaillé sur deux des scénarios proposés. Pour renforcer leur implication, nous avons proposé aux participant·e·s, en amont de ce dernier, de nous indiquer leurs préférences quant aux groupes de discussion .

Les documents envoyés pour établir leur choix figurent en annexe de ce rapport (dans le « dossier participant·e »).

L'atelier s'est déroulé en deux phases :



1. Les participant·e·s ont discuté dans un premier temps des conséquences des évolutions de la société vaudoise projetée par StatVD à horizon 2040. Ensuite, les membres de StatVD ont soumis à la discussion l'état de leur propre réflexion sur le scénario. Ces interactions privilégiées ont donné l'occasion aux participant·e·s d'apporter de nouveaux éléments sur les évolutions de la société dans le cadre du scénario proposé.



2. Enfin, après ce travail sur un premier scénario (principal), chaque groupe a pu découvrir et enrichir le résultat du travail d'un autre groupe sur un second scénario.

¹ Sur les 36 personnes invitées, 23 ont répondu au questionnaire en ligne.

² Exemple du dossier transmis aux participants : Annexe 1

2.2 Résultats du troisième atelier

3

Comme indiqué précédemment, les participants ont été répartis en 4 groupes de travail dont les thématiques respectives sont présentées dans le tableau suivant :

Groupe A	Scénario principal : 1 - Individualisme et écologie Scénario secondaire: 2 - Ouverture et centralisation
Groupe B	Scénario principal : 2 - Ouverture et centralisation du pouvoir Scénario principal : 1 - Individualisme et écologie
Groupe C	Scénario principal : 3 - Autoritarisme et repli Scénario secondaire : 4 - Tournant écologique et mesures fortes de l'État
Groupe D	Scénario principal : 4 - Tournant écologique et mesures fortes de l'État Scénario secondaire : 3 - Autoritarisme et repli

L'objectif visé par cette organisation est de permettre à chaque groupe d'aborder 2 thèmes et que, réciproquement, chaque thème soit abordé par 2 groupes de participants. La thématique des pratiques sociales et professionnelles, qui comprenait un plus grand nombre d'évolutions envisagées par StatVD, a été scindée en deux afin de faciliter son traitement.

2.2.1 Première scénario: Individualisme et écologie

3



Premier scénario : Individualisme et écologie

Résumé du scénario : Individualisme et écologie

En 2040, les Vaudoises et les Vaudois se sentent concernés par la cause climatique, mais ne se sentent pas prêts à faire évoluer fondamentalement leurs modes de vie. Les technologies sont considérées comme le principal moyen pour répondre au défi climatique, ainsi qu'à d'autres enjeux importants tels que la prise en charge médico-sociale des personnes âgées ou la compétitivité économique du canton. Dans une société restée consumériste, les objectifs climatiques ne sont pas atteints et les conséquences des changements climatiques sont plus manifestes (intempéries, migration, perte de biodiversité). La croissance économique se poursuit dans un contexte de transition numérique portée par les innovations technologiques. Le canton de Vaud compte 950'000 habitant·e·s.

Commentaires des participants au premier groupe

Pour la majorité des participant·e·s du groupe A, le scénario présenté est le reflet de la situation actuelle. Il présente une aggravation des événements climatiques, sans remise en question des comportements individuels ou encore de la structure sociologique de la société

- Situation économique et emplois

Certains participant·e·s soulignent la continuité de la croissance économique dans ce modèle assurant ainsi une pérennisation des emplois dans la société vaudoise. Pour eux, cette bonne santé économique aura pour conséquence l'absorption de l'accroissement des coûts de la santé ou encore des mesures liées au changement climatique.

- Situation démographique et économie

La poursuite de la croissance démographique renforce la disponibilité de main-d'œuvre et permet ainsi l'accroissement de la richesse cantonale. Le système fiscal n'est pas bouleversé et permet de générer des ressources financières pour les dépenses du canton (enseignement, recherche, etc.).

Ce lien entre démographie et santé économique est souligné par plusieurs participant·e·s.

- Impact climatique et agriculture

L'accroissement du réchauffement climatique et le renforcement des événements climatiques vont avoir un impact important sur la production agricole. Les actrices et les acteurs du secteur vont être confrontés aux problèmes d'approvisionnement en eau et à un accroissement des phénomènes de sécheresse. L'un des leviers pour assurer une certaine production alimentaire sera l'accompagnement des actrices et les acteurs du terrain vers les nouvelles technologies mais également un



accroissement de la prise en compte des impacts environnementaux. En 2040, pour accroître la rentabilité de la production agricole, on devrait assister au développement des fermes en hauteur.

Une nuance est apportée concernant les consommatrices et consommateurs. En effet, pour certains participant·e·s, nous arrivons possiblement à une crise d'approvisionnement dans le monde, notamment en raison de la diminution de la disponibilité de la ressource en eau et de la production et des produits alimentaires. Cette crise serait renforcée par le fait que les individus des pays occidentaux n'ont, pour partie, pas « conscience de la valeur de la nourriture ». Pour l'une des participant·e, les individus retourneront « progressivement travailler dans les champs ».

L'une des conséquences de ces transformations profondes du monde agricole devrait renforcer la part de l'agriculture biologique. L'accroissement de cette forme de production induit une baisse de rendement, entraînant une diminution de l'autosuffisance alimentaire de la Suisse et une dépendance accrue aux importations alimentaires.

- Consommation individuelle

Le lien entre impact climatique et transformation agricole pourrait entraîner une transformation des comportements de consommation. Les individus devront poursuivre leurs efforts pour consommer des aliments de saison. La pédagogie développée aujourd'hui (en 2021) est renforcée par les enseignant·e·s pour apprendre, dès l'enfance, à consommer des produits de saison. La responsabilité individuelle restera essentielle en 2040 pour limiter la consommation des aliments ayant un fort impact écologique. Certains participant·e·s soulignent néanmoins le rôle de l'État dans le changement de comportement des consommateurs. C'est par des actes de régulation des importations que la limitation de la consommation des produits « exotiques » sera favorisée. Cette régulation favorisera, par ailleurs, une augmentation des prix de ventes de ces produits et ainsi une limitation de leur consommation.

- Mobilisation politique et mouvement citoyen

La jeunesse de 2021 regrette l'inaction de la société, notamment vaudoise vis-à-vis des changements climatiques et des impacts écologiques de l'activité humaine. Face à cette inaction, une colère pourrait s'accroître qui se traduira, en 2040, par une remise en question du système politique actuel. La mobilisation citoyenne sera plus rugueuse et entraînera une prise en considération massive des enjeux environnementaux. La place des technologies sera également renforcée, mais avec une limitation de leur impact environnemental.

Pour d'autres participant·e·s, il est difficile de faire des changements rapides. « Le changement demande du temps ». Le monde économique actuel s'adapte et se perfectionne, certaines choses ont été mises en place pour limiter l'impact écologique des activités humaines. Par exemple, on assiste déjà à une limitation de la consommation des matières premières. Bien que les dynamiques soient déjà présentes, la difficulté réside dans l'implication mondiale de la lutte contre le réchauffement climatique.

- Place de la Suisse dans l'UE et relations avec l'extérieur

Pour une majorité des participant·e·s, la position mondiale de la Suisse sera similaire à celle d'aujourd'hui. Le canton de Vaud occupera une place majeure au niveau national, notamment grâce à sa démographie et sa place géographique, mais également grâce aux entreprises technologiques



Premier scénario : Individualisme et écologie

déjà présentes en 2021. Le développement économique de la Suisse devrait continuer à faire la place belle à l'innovation et aux start-ups.

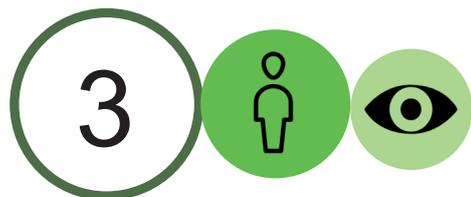
- Flux migratoires

La situation géographique et géopolitique de la Suisse en fait un pays central de l'union européenne. Les flux migratoires sont nécessaires tant d'un point de vue économique que culturel, « les voyages forment la jeunesse ». La population étant vieillissante, le besoin de main-d'œuvre étrangère reste fort. Une précision est apportée par certain·e·s : si la croissance démographique se poursuit, le besoin de main-d'œuvre étrangère s'orientera de plus en plus vers de la main-d'œuvre qualifiée.

- Mobilité

En ce qui concerne la mobilité, le groupe souligne la conciliation nécessaire entre vieillissement de la population et mobilité douce. De nouveaux moyens de transport seront développés grâce notamment aux nouvelles technologies, répondant ainsi aux besoins de mobilité des personnes plus âgées.

Commentaires des participants du second groupe



Premier scénario : Individualisme et écologie

A la suite de ce premier temps de travail, les participant·e·s du groupe B sont venus découvrir et commenter le travail du groupe A sur ce 1er scénario.

- Risque social et écologique

Tout comme le groupe précédent, ces participant·e·s soulignent la vraisemblance de ce scénario. Ce groupe met l'accent sur le risque de diminution de la cohésion sociale. En effet, des confrontations plus violentes pourraient émerger si des actions de lutte contre la dégradation écologique ne sont pas prises rapidement. Cette tendance pourrait être renforcée par l'accroissement de l'individualisme. En effet, privilégier son intérêt personnel au détriment de l'intérêt collectif entraîne une perte de confiance dans l'autorité politique et la dilution de la cohésion sociale. Cette méfiance vis-à-vis de la sphère politique favorisera l'émergence de mesures d'amélioration écologique par la sphère privée et notamment économique. L'implication du monde économique sera d'autant plus indispensable que le maintien de sa bonne santé économique est intimement lié à l'amélioration des conditions écologiques.

- Place de la technologie

Le second groupe rejoint les participant·e·s du premier concernant la place croissante qu'occupera la technologie en 2040. Son développement permettra notamment une amélioration de la prise en charge des personnes âgées.

De plus, la situation sanitaire a démontré l'efficacité du travail à distance. Cette tendance du marché de l'emploi devrait encore se renforcer d'ici 2040. L'une des incidences du développement du télétravail portera sur les flux migratoires. En effet, le marché économique devrait continuer à faire



appel à de la main-d'œuvre étrangère mais sans que ce besoin n'entraîne l'arrivée sur le territoire national de nouvelles populations.

- Formation

La place prépondérante de la technologie entraîne un besoin de formation accrue. Pour répondre aux besoins du marché, les individus seront formés de façon plus précise. Le risque d'une société à deux vitesses sera encore plus marqué en 2040. La fracture se situant entre les individus ayant des formations de longue durée, gagnant correctement leur vie, et les individus peu qualifiés, dont la précarité est renforcée par leur caractère « remplaçable ».

- Le risque d'une fracture numérique

La fracture numérique sera présente en 2040. Néanmoins, elle viendra plus de l'aspect économique que de l'aspect générationnel. En effet, des services comme Internet qui sont initialement gratuits et ont pour but premier le partage de connaissances deviendront peu à peu payants. Cette fracture numérique risque de se retrouver également au niveau de la santé. La place de la technologie dans la sphère médicale sera de plus en plus importante et le coût engendré par cette dernière ne pourra pas être assumé par l'ensemble de la population.

L'accroissement des outils technologiques nécessite une consommation de plus en plus importante de matières premières. La raréfaction des matières premières et l'augmentation de la production des outils technologiques induit une augmentation des prix des dites matières premières et par conséquent de l'accès à la technologie elle-même. Cette situation se ressentira au sein même du pays, mais également au niveau mondial. La fracture économique entre les hémisphères nord et sud en sera donc plus importante.

L'un des participant·e·s précise que cette place toujours plus prépondérante de la technologie risque d'entraîner des « ras-le-bol » de la population et ainsi de possibles besoins de « se couper du système ».

2.2.1 Second scénario: Ouverture et centralisation du pouvoir



Second scénario : Ouverture et centralisation du pouvoir

Résumé du scénario : Ouverture et centralisation du pouvoir

En 2040, la Suisse fait partie de l'Union Européenne et la collaboration internationale est forte, notamment face aux enjeux climatiques, démographiques ou liés à la transition numérique. Après un essor démographique important depuis 2020 - semblable à celui observé durant les vingt premières années du XXI^e siècle - le canton de Vaud compte désormais 1 million d'habitant·e·s. La société est inclusive tout en étant portée par des valeurs de réalisation de soi dans le respect d'autres modes de vie ou de pensées. Dans ce contexte multiculturel, les politiques publiques cherchent avant tout à garantir la cohésion sociale. Les efforts de la population et des collectivités publiques n'ont pas été suffisants pour que l'objectif de neutralité carbone puisse être atteint à l'horizon 2050. Toutefois, celui-ci devrait pouvoir être réalisé, avec un retard de quelques années, grâce notamment à une bonne collaboration internationale et une forte intensification des efforts.

Commentaires des participants au premier groupe

Pour la majorité des participant·e·s, le scénario 2 est un scénario espéré mais dont la vraisemblance reste discutable, notamment en ce qui concerne la possibilité, voire la pertinence, d'atteindre la neutralité carbone d'ici à 2050.

- Cohésion sociale

La majorité des participant·e·s souligne le caractère souhaitable de l'accroissement de la cohésion sociale au sein de la société vaudoise. En effet, cette tendance à l'inclusion des minorités ou des personnes handicapées, notamment dans le système scolaire, tend à présager d'une inclusion encore plus importante en 2040. L'inclusion renforcée des personnes fragiles est d'autant plus importante que la population sera encore plus vieillissante en 2040. Un doute subsiste quant à la réalisation de cette cohésion sociale à horizon 2040. En effet, les efforts à fournir à tous les niveaux pour inclure l'entièreté des individus restent très importants.

- Resserrement des communautés

L'un des participant·e·s souligne l'importance de la cohésion sociale dans la création et le renforcement des liens sociaux entre les individus. Pour lui, une plus grande sobriété au niveau de la consommation entraînera aussi un changement quant aux liens qui unissent les personnes qui consomment et celles qui produisent ; on assistera à un renforcement des communautés rapprochées, « le local reviendra sur le devant de la scène ».

- Économie et écologie

L'un des participant·e·s pose la question de l'impact de la nécessaire transition écologique sur l'économie. Cette transition risque d'entraîner un bouleversement du marché économique et de l'emploi et, potentiellement, accroître les inégalités.

3



Second scénario : Ouverture et centralisation du pouvoir

- **Accroissement démographique**

L'augmentation démographique projetée dans ce scénario induira une pression croissante sur le marché du logement, exacerbée encore par les nouvelles infrastructures demandées par les engagements écologiques. Ceci risque d'entraîner une hausse conséquente des loyers.

- **Adhésion de la Suisse à l'UE**

La majorité des participant·e·s doutent d'une adhésion du pays à l'UE. Néanmoins, en cas d'adhésion, les participant·e·s y voient, non pas un levier à une collaboration accrue entre les différents pays, mais au contraire, un cadre contraignant notamment sur les outils de démocratie directe suisse. StatVD précise que ce scénario projette une adhésion européenne ayant comme conséquence une augmentation des outils de la participation citoyenne (démarche participative) et non un recul des outils préexistants.

- **Implication internationale dans la lutte contre le changement climatique**

Cette implication proposée par StatVD est mise en lumière pour souligner l'évolution de la politique extérieure et intérieure. Pour les participant·e·s, le changement individuel est également indispensable pour s'attaquer à des enjeux environnementaux qui dépassent les simples frontières nationales. Pour autant, cette implication à l'international ne doit pas se faire au détriment des différences nationales. Pour l'un des participant·e·s, il s'agit précisément de l'un des enjeux du scénario proposé entre « valorisation de l'individualité et respect des différences et des modes de vie de chacun ».

- **Clivage Ville-Campagne**

Certain·e·s participant·e·s précisent tout d'abord que ce clivage est encore plus accru en Suisse alémanique. Ils soulignent aussi le risque de voir ce clivage s'accroître, notamment concernant la mobilité, ce qui isolerait un peu plus les populations vivant dans les campagnes. Par exemple, l'abandon des véhicules routiers (notamment via une pression financière sur leur utilisation motivée par enjeux de durabilité) limitera excessivement la mobilité des individus habitant la campagne. Pour les participant·e·s, la prise en compte des enjeux climatiques doit se faire en tenant compte des spécificités des territoires et des trajectoires des individus. Si tel n'est pas le cas le risque d'un renforcement des inégalités est alors élevé.

- **Évolution politique**

Si la lutte contre les dérèglements climatiques est un enjeu phare des décennies à venir, elle ne pourra se faire, d'une part, sans un pouvoir politique important et d'autre part dans le respect du principe de consensus. C'est en s'appuyant sur ce principe que la cohésion sociale du pays et du canton peut être renforcée.

- **Rôle de l'éducation et de l'école**

Pour faire face aux défis écologiques et de cohésion sociale, le rôle de l'école est central. Pour autant, certains participant·e·s soulignent le risque de faire peser sur l'école (seulement) trop de responsabilités. Il faut une revalorisation du rôle de l'école et de l'apprentissage, notamment d'un point de vue cognitif.

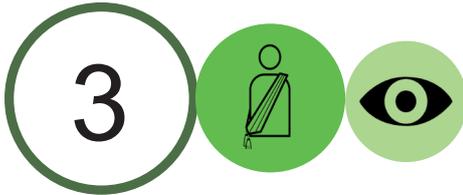


Second scénario : Ouverture et centralisation du pouvoir

- Évolution économique

L'un des participant·e·s regrette que ce scénario n'aborde que peu le volet économique. En effet, pour lui, la lutte contre les dérèglements climatiques et le renforcement de la cohésion sociale devrait questionner le modèle capitaliste aujourd'hui prédominant.

Commentaires des participants du second groupe



Second scénario : Ouverture et centralisation du pouvoir

- Économie et transition écologique

Si les participant·e·s du second groupe rejoignent le premier concernant l'importance de la mise en œuvre de la transition écologique, ils soulignent toutefois le rôle prépondérant de l'économie dans cette mise œuvre. L'État doit ainsi mettre en place des conditions cadres favorisant les investissements plutôt que des conditions législatives contraignantes. En effet, la mise en place de contraintes « trop radicales » présente un risque de « blocage de la situation ».

Un point est également soulevé par ce groupe: la mise en œuvre de ces conditions économiques n'est pas explicitée dans ce scénario.

- Un scénario naïf

La faible vraisemblance de ce scénario fait également consensus entre les deux groupes de participant·e·s. L'antagonisme entre l'individualisme accru dans la société vaudoise en 2040 et la remise en question des impacts écologiques de l'activité humaine est largement souligné. Ce scénario est qualifié de scénario « bisounours ».

Une nuance est néanmoins apportée par l'un des participant·e·s. Une telle conciliation entre réalisation de soi et cohésion sociale est possible si cette réalisation individuelle est bâtie sur un socle sociétal de valeurs communes, c'est-à-dire en limitant les différences.

- Neutralité carbone

Pour un participant, se focaliser sur la neutralité carbone est un risque pour le canton. En effet, pour cet acteur, il est « peut-être préférable d'y arriver plus lentement, afin de ne pas précipiter une partie de la population dans la pauvreté ». Pour lui, la marche forcée pour atteindre la neutralité carbone risque d'augmenter la fracture sociale. Les conséquences économiques doivent être anticipées pour ne pas devenir les conséquences négatives de la transition écologique.

2.2.3. Troisième scénario : Autoritarisme et repli sur soi

3



Troisième scénario : Autoritarisme et repli sur toi

Résumé du scénario : Autoritarisme et repli

En 2040, la société, rongée par une polarisation de plus en plus extrême, incapable de sceller des compromis et faisant face à un mode politique désenchanté, a fini par plébisciter un gouvernement autoritaire, en réponse à l'augmentation de l'insécurité économique et sociale notamment. L'ordre est maintenu par des mesures de traçage, voire de surveillance et la technologie est développée principalement à cet escient. La population se distingue par son aversion au risque et sa forte propension à adhérer à des politiques qui assurent sa sécurité. Faute de mesures suffisantes en Suisse et dans le monde, le réchauffement climatique s'accélère : la société préfère trouver des moyens de s'adapter aux changements qui en résulte plutôt que de lutter contre ces derniers. La Suisse et le canton, ambitionnant des politiques protectionnistes, voire autarciques, réduisent les collaborations internationales et se tournent vers une production locale, accompagnée d'un ralentissement de la croissance économique. Ayant fortement limité l'immigration, le canton compte 900'000 habitant·e·s. Les personnes âgées y sont désormais plus nombreuses que les jeunes.

Commentaires des participants au premier groupe

- Un autoritarisme politique accru

La majorité des participant·e·s jugent ce scénario catastrophique et ont du mal à imaginer une transformation si profonde du système politique suisse. Pour autant, une restriction des droits fondamentaux des minorités (genres, identités) pourrait apparaître sans que la majorité de la population ne se soulève. En effet, la demande de sécurité risque d'entraîner une restriction des libertés et une accentuation des inégalités sociales.

- Un contre-pouvoir citoyen

Pour certains participant·e·s, face à ce repli autoritaire, un contre-pouvoir citoyen devrait se renforcer. Ce contre-pouvoir sera complété par une implication bénévole plus importante, notamment dans les domaines de protection de la nature ou de la lutte contre les inégalités sociales. Cet engagement sera favorisé par le vieillissement de la population. En effet, si ce vieillissement entraîne une augmentation du besoin de soutien, il favorise l'engagement individuel dans le bénévolat grâce à l'accroissement du temps libre. Pour autant, les moyens financiers risquent de manquer pour répondre au besoin de prise en charge des personnes âgées, avec comme conséquence ultime une baisse de la qualité des soins médicaux pour ces populations et une précocité de la mortalité en Suisse.

- Une protection des consommateurs affaiblie

Pour l'une des participant·e·s, cet accroissement de l'autoritarisme et du repli sur soi risque d'entraîner une augmentation des inégalités sociales et une diminution des libertés individuelles, mais également une limitation de la protection des consommateurs.

3



Troisième scénario : Autoritarisme et repli sur toi

- Impacts sur la mobilité

Les autorités politiques mettent en place des mesures coercitives et incitatives permettant de garantir la sécurité de la population entraînant une restriction de la mobilité des individus. Cet autoritarisme accru entraîne aussi un accroissement des inégalités entre ville et campagne. En effet, pour renforcer cette sécurisation et favoriser les besoins économiques, les populations seront incitées à rester dans les tissus urbains.

De plus, les difficultés d'approvisionnement en matières premières et notamment énergétiques viendront renforcer cette tendance au repli sur la ville.

- Impact sur l'agriculture

Ce repli national et urbain, au détriment des campagnes, entraîne également des difficultés importantes pour le secteur agricole, tant dans la production alimentaire que dans son rôle de protection de la biodiversité locale. Un effondrement de cette biodiversité est probable. De même, les conséquences d'un tel scénario se retrouvent dans l'incapacité du monde agricole à répondre aux besoins alimentaires de la population. Des pénuries alimentaires sont à prévoir qui seront accentuées par une pénurie de main-d'œuvre disponible et formée.

- Un isolement de la société vaudoise et suisse

Avec un tel scénario, c'est la survie même de la société vaudoise et suisse qui est remise en cause. Les conséquences d'un repli national seront extrêmes. En effet, sans collaboration internationale, les approvisionnements alimentaires, mais également énergétiques, sont impossibles. Des pénuries de matières premières entraîneraient la disparition de la société telle que nous la connaissons aujourd'hui. Pour répondre à un tel repli, il sera indispensable de mettre en place une agriculture d'« ultra proximité » avec une transformation profonde et rapide des modes de vie des individus et notamment de leurs régimes alimentaires, avec très peu d'aliments carnés et une limitation drastique des produits d'origine animale, « les échanges locaux seront vitaux ».

- Consommation

L'une des conséquences majeures de ce scénario est la transformation profonde de la consommation individuelle. En effet, les participant·e·s soulignent que les pénuries entraîneront une modification des comportements individuels vers plus de sobriété et un recours accru aux circuits courts. Cette sobriété est qualifiée de « malheureuse » par certains, car n'étant pas dépendante d'un choix individuel, mais bien d'une conséquence de l'accroissement des inégalités sociales et économiques.

Pour les participant·e·s, il s'agit là d'un scénario catastrophe ayant comme objectif de « faire peur » et de décrédibiliser une décroissance qui paraît nécessaire au vu des enjeux sociétaux et environnementaux.

En relocalisant la production sur le territoire national, la Suisse sera contrainte de prendre réellement en charge les externalités négatives de sa production et la pollution induite par cette dernière. Cette proximité peut apparaître comme un tremplin à la prise de conscience collective des impacts écologiques de notre consommation et ainsi favoriser la mise en place de mesures de protection environnementale fortes.

3



Troisième scénario : Autoritarisme et repli sur toi

- Inégalités sociales et instabilité politique

Avec l'autoritarisme politique, les inégalités sociales s'accroissent fortement entraînant une augmentation des violences au sein de la société. Les populations défavorisées se confronteront aux « nantis » qui, eux ne devraient que peu subir les conséquences d'un repli sur soi et d'une société plus autoritaire.

Une instabilité forte se met en place sur le long terme, engendrant beaucoup de perte de droits politiques, notamment visibles avec les événements déjà existants en 2021 mais qui seront accentués en 2040, tels que les abus de pouvoir, le refus d'effectuer des changements pourtant obligatoires. Il y aura un gain de pouvoir de la minorité en place, engendrant une kleptocratie.

- Remise en question de l'autorité politique

Les participant·e·s discutent la thèse d'un contrepouvoir. En effet, pour ces derniers l'avenir devrait voir émerger des courants anti- mais également pro-gouvernementaux. Le contrepouvoir direct se mettrait en place sur le moyen terme, avec des formes de résilience plus locale, pour répondre aux enjeux de base et reprendre le pouvoir sur le gouvernement afin de revenir à l'idéologie démocratique suisse, ce qui sera positif.

D'autres formes d'opposition, comme le sabotage et l'opposition passive, risquent également de voir le jour. Le contrepouvoir sera ainsi multiforme.

L'émergence de ce mouvement contestataire est néanmoins contrebalancée par les données du scénario puisque dans ce dernier, la population initie la politique autoritaire et élit toujours le gouvernement. Un tel scénario autoritaire entraînera une perte de la cohésion sociale et un recul sociétal, puis global. Il facilitera parallèlement la montée des extrémismes.

Pour les participant·e·s, les minorités seront défavorisées et se retrouveront face à deux options : se fondre dans la masse ou s'opposer frontalement. Le choix dépendra des difficultés rencontrées et de la volonté individuelle.

- Conséquences sur la scène internationale

Pour les participant·e·s, la rupture des relations internationales telles que fonctionnant jusqu'à présent entraînera une mise à la marge du pays sur la scène internationale et avec elle une diminution du rôle de la Suisse sur le plan diplomatique international.

- Accroissement des circuits courts

Parallèlement à une remise en question du pouvoir en place et pour faire face aux difficultés sociales, économiques et écologiques, les citoyens se tournent de plus en plus vers les circuits courts de consommation ; la solidarité et l'entraide deviennent des valeurs importantes de la société.

Pour autant, bien que les participant·e·s soulignent l'aspect positif de ce développement de la solidarité entre les citoyens, ils nuancent leur optimisme en précisant que ces conséquences, certes positives, seront noyées dans « un océan de conséquences négatives ».

3



Troisième scénario : Autoritarisme et repli sur toi

Commentaire et complément de la part de StatVD puis réaction :

L'équipe de StatVD présente au groupe les différents éléments lui ayant permis de constituer ce scénario. L'un des éléments principaux reste la mainmise du Conseil fédéral sur l'entièreté de la vie politique suisse. Ce type de gouvernance avec un droit d'urgence permanent, serait généralisé, au détriment de la démocratie directe.

Dans ce scénario, la démocratie directe n'est plus centrale pour la majorité des Suisses. La division sociale se met en place et les nantis quittent la société, se réfugiant dans un monde artificiel. Le Conseil fédéral cherche à ne jamais accentuer les clivages, en bricolant des solutions faciles au cas par cas, sans vision à long-terme, y compris concernant le réchauffement climatique.

L'État soutient les groupes « traditionnels », pilier de son électorat, et met en avant la promesse de sécurité. L'agriculture obtient un soutien économique et logistique permanent du gouvernement, pour assurer l'approvisionnement, de même que les secteurs de la cybersécurité et du militaire. L'aversion du risque justifie l'intervention permanente de l'État.

Suite à ces explications, les participant·e·s s'accordent sur un recentrage de la société autour des valeurs traditionnelles sans forcément se retrouver dans l'abandon de la démocratie directe ou la mainmise du pouvoir fédéral. Les participant·e·s soulignent également que la viabilité d'un tel scénario dépend du maintien des flux économiques mondiaux, donc un libéralisme dur sur le plan international, afin d'acquérir les matières premières et l'énergie. Ils précisent que la position de la Suisse dans l'acquisition des matières premières est un élément indispensable pour pouvoir garantir l'emploi sur le sol national.

Pour les participant·e·s, la crise du Covid pourrait dessiner les prémices de ce scénario. En effet, notamment dans l'agriculture où les ouvriers agricoles ont connu des difficultés de déplacement à l'international. Certains participant·e·s rapprochent ce troisième scénario à la situation de l'Angleterre post-Brexit, notamment concernant les difficultés d'approvisionnement liées au manque de chauffeurs routiers.

Pour les participant·e·s, le repli sur soi n'est possible que si le libéralisme est accru avec un maintien des échanges internationaux pour les marchandises et les hommes et si la Suisse montre finalement un « égoïsme bien compris et maîtrisé ». Cette approche hyper libérale se traduit également au sein de la société suisse. Les citoyens sont contraints de travailler plus et ainsi abandonner une partie de leurs loisirs, et de limiter leurs voyages, « c'est un retour à l'Ancien Régime ».

L'un des participant·e·s souligne les résultats d'une étude menée par l'association AGIR qui démontre que suivant la dynamique agricole suisse actuelle, le pays ne pourra pas être autosuffisant en 2040.

Ainsi, pour les participant·e·s, le scénario présenté reste impossible avec une rupture des échanges avec le reste du monde.

Commentaires des participants du second groupe



Troisième scénario : Autoritarisme et repli sur toi

Les participant·e·s du groupe D découvrent le scénario 3 et les discussions des participant·e·s du groupe C autour de ce dernier.

Ces participant·e·s soulignent les liens existants entre les scénarios 3 et 4, notamment concernant la marginalisation accrue de certaines populations précarisées mais également la transformation des modes de consommation avec la valorisation et le développement d'une économie circulaire et d'une production locale.

La difficulté des participant·e·s à se projeter dans ce scénario réside dans son éloignement avec celui sur lequel ils ont travaillé précédemment et qui prônait plutôt une sobriété heureuse.

- Risque économique pour le pays

Tout comme le premier groupe, ces participant·e·s s'accordent sur la nature dystopique du scénario. En effet, les « changements forcés » d'habitude de consommation engendreront une contrainte sur le niveau de vie, revu à la baisse. La situation décrite risque d'engendrer un exode des personnes qualifiées hors de Suisse, par manque d'avenir, comme l'illustre actuellement l'exemple de la Roumanie. De plus, la capacité d'innovation risque de disparaître, car la situation ne permet pas d'avoir de la créativité ; trop de mesures contraignantes et de pression économique en limite la portée.

- Un appauvrissement culturel

Un repli sur soi et une restriction des échanges internationaux va également entraîner une rupture des échanges culturels. Dans une société connaissant de grandes difficultés économiques et sociales, nous risquons également d'être confronté à une perte d'intérêt pour l'art, couplée à un manque de créativité, de débouchés et de rencontres internationales pour les artistes. Avec la crise sanitaire liée au Covid, les prémices de ces risques d'atrophie de la scène culturelle ont déjà émergé.

- Une transition climatique non anticipée

En faisant le choix politique de ne pas mettre en place des mesures anticipatrices du changement climatique et en répondant uniquement aux conséquences immédiates dû au dérèglement climatique, les catastrophes naturelles vont s'accroître drastiquement.

- Une qualité des soins en diminution

Cette politique à courte vue dans la lutte contre le changement climatique se retrouve également dans le domaine de la santé, entraînant inexorablement une précarisation du système de santé. En ne finançant que les situations dangereuses, l'État attendra systématiquement le point de non-retour pour agir.

- Un ralentissement du marché immobilier et une précarisation des logements

Cette obstruction de l'avenir et cette perte de confiance notamment économique de la population auront également un impact sur le marché de l'immobilier. Les nouvelles constructions seront peu nombreuses et de qualité médiocre, revenant à « construire des clapiers ».

3



Troisième scénario : Autoritarisme et repli sur toi

- Des impacts sur les personnes âgées

Ces différentes difficultés économiques se traduisent également chez les personnes âgées. En effet, le financement des retraites sera de plus en plus limité et l'État ne prendra en charge qu'une part infime de ces charges financières. Le niveau de vie de ces personnes âgées se dégradera, phénomène accentué par le vieillissement général de la population.

- Le système de formation en grande difficulté

Le niveau d'éducation des jeunes sera également en recul. En effet, deux phénomènes concomitants entraînent cette diminution des qualifications :

- Les jeunes se tourneront moins vers les études supérieures par manque de perspectives, mais aussi démotivation ;
- L'émigration du personnel enseignant renforce le désintérêt des jeunes pour les études.

Face à l'inaction de l'État, la qualité de la formation continuera à se dégrader (cercle vicieux).

- Un bénévolat également en difficulté

Pour les participant·e·s du second groupe, un point de divergence apparaît nettement : le rôle grandissant du bénévolat dans cette société de plus en plus autoritaire. En effet, comme le souligne l'un de ces participant·e·s, les études tendent à démontrer le phénomène inverse, l'autoritarisme des systèmes politiques entraîne la rupture du bénévolat formel. Le bénévolat et l'entraide formelle sont en fait l'apanage des sociétés qui vont bien. Ainsi, dans le cadre de ce scénario 3, seule l'entraide informelle est envisageable, via l'aide entre proches. Il y aura aussi plus de générosité des plus riches, pour « s'acheter une conscience ».

2.2.4 Quatrième scénario: Tournant écologique et mesures fortes de l'État

3



Quatrième scénario : Tournant écologique et mesures fortes de l'État

Résumé du scénario : Tournant écologique et mesures fortes de l'État

En 2040, les collectivités publiques sont investies de larges compétences afin d'accélérer l'avènement d'une société climatiquement durable. Elles mobilisent pour cela des moyens financiers importants et édictent des règles contraignantes en matière de consommation et de production de biens et services. La population, qui adhère dans une large mesure à cette action, se tourne progressivement vers des modes de vie énergétiquement plus sobres. Grâce à l'ensemble de ces actions, les contrecoups à venir du réchauffement climatique ont pu être contenus jusque-là et ne devraient pas trop s'intensifier après 2040. Néanmoins, le besoin de s'adapter aux dérèglements climatiques devient plus prégnant.

L'économie vaudoise, stimulée par de vastes plans d'investissements en faveur de la transition écologique et par des innovations numériques, reste orientée vers la croissance. Cette dernière s'avère cependant contenue car l'économie mondiale a ralenti, suite à la relocalisation de certaines activités et le passage vers des modes de production circulaires. L'économie mondiale est à présent cloisonnée autour de puissances régionales. Le canton de Vaud compte 1 million d'habitant·e·s.

Commentaires des participants au premier groupe

Pour la majorité des participant·e·s du groupe D, le scénario présenté est perçu comme un scénario positif et souhaitable, mais peut-être un peu naïf car entraînant une modification des comportements individuels importants.

- Situation économique et emplois

Certains participant·e·s soulignent la continuité de la croissance économique dans ce modèle assurant ainsi une pérennisation du taux d'emploi dans la société vaudoise, mais entraînant une modification importante du marché de l'emploi. En effet, le développement de l'économie circulaire, mais également des start-ups tournées vers l'innovation technologique, tend à entraîner une immigration des « talents étrangers », notamment d'Europe. Cette tendance est déjà présente aujourd'hui où 50% des recrutements dans le domaine de l'informatique se font au niveau européen.

Cette croissance économique et ce développement de l'innovation sont favorisés par des investissements importants par les pouvoirs publics.

- Densification des pôles d'activités

Le développement des start-ups et de l'économie circulaire entrainera également une modification de l'usage du territoire. En effet, afin de répondre à ces besoins de relocalisation de l'activité économique et de diminution de l'empreinte carbone, on assistera à un regroupement des zones d'activité par pôles de compétences. Cette relocalisation de l'activité économique, limitant drastiquement le mitage du territoire et les « grandes entreprises perdues dans les champs » est nécessaire pour limiter les coûts énergétiques de ces activités, ainsi que l'énergie grise liée aux outils de production.

3



Quatrième scénario : Tournant écologique et mesures fortes de l'État

- Transformation de la consommation individuelle

Si la relocalisation des activités économiques peut entraîner une augmentation des prix de la consommation, cette corrélation devrait être limitée par deux phénomènes concomitants :

- Un développement de la robotisation et de l'automatisation
- Une volonté individuelle et collective de diminution de la consommation

De plus, cette sobriété dans la consommation sera favorisée par une réglementation plus contraignante (par exemple, taxation importante des produits ayant un impact écologique important ou encore règle de limitation des importations), rendant l'offre de produits exotiques nettement plus restreinte. Seuls les produits pouvant être produits sur le territoire national seront disponibles pour la majorité des consommateurs suisses.

- Valorisation des circuits courts

Afin de valoriser une production plus locale, tout comme l'agriculture biologique, il faudra mettre en place des moyens importants de développement de ces filières et notamment investir pour rendre ces productions plus performantes ; d'autant que la population vaudoise estimée dans ce scénario est de 1 million de personnes.

L'une des mesures de soutien à l'économie circulaire serait de nouvelles réglementations protégeant et valorisant la production de biens permettant une autosuffisance.

- Transformation du marché de l'emploi et de la formation

Cette modification de l'économie et de la consommation entraîne une transformation de la structure de l'emploi. Une reconversion d'une part importante des travailleurs est nécessaire. Pour soutenir celle-ci, un investissement important de la part des pouvoirs publics est nécessaire et ce, dans des domaines qui ne sont pas encore matures aujourd'hui. L'une des mesures proposées par les participant·e·s est la conditionnalité de la distribution des indemnités de chômage vers la transition de métiers, « pour redonner envie aux gens de se former à des métiers laissés de côté, comme ceux de l'agriculture ».

Cette réorientation des subventions de l'État doit également être accompagnée d'une transformation de l'enseignement qui se doit d'être réfléchi et organisée dès à présent pour être efficace en 2040.

L'une des participant·e·s souligne également qu'une adaptabilité de la formation est indispensable car « on estime qu'environ 75% des compétences qui seront nécessaires demain, ne sont pas encore connues ».

- Un risque de précarisation d'une part de la population

Les années 2000 ont été marquées par les délocalisations de nombreux emplois, ce qui implique qu'en 2040 la main-d'œuvre disponible sur le territoire national ne sera peut-être pas en adéquation avec les postes à pourvoir. Les vagues migratoires, notamment liées au réchauffement climatique, accroissent le risque de précarisation de certains groupes de la population (risque renchéri avec les barrières de langue).

3



Quatrième scénario : Tournant écologique et mesures fortes de l'État

Si la menace de précarisation économique des populations migrantes est importante, la fracture numérique et/ou sociale peut également se renforcer si l'intégration de l'ensemble de la population n'est pas un enjeu essentiel de la société vaudoise.

Or, cette intégration ne peut se faire sans une évolution des politiques sociales. Par exemple, le canton de Vaud soutient des projets d'insertion en lien avec l'écologie, mais ceux-ci n'offrent que 12 places.

- Une densification du tissu urbain et une diminution de la place de la voiture

Pour l'ensemble des participant-e-s l'une des conséquences directes de ce scénario est l'accélération massive de la densification du tissu urbain. Cette densification impliquera une rénovation du parc immobilier avec une diminution des surfaces d'habitation, ainsi qu'une prise en compte importante des besoins des habitants permettant une adaptabilité des logements (notamment intégrant le télétravail grandissant) et une mutualisation de certains équipements (type chambre d'amis partagée, etc.). La densification du tissu urbain préexistant permettra de surcroît de répondre aux enjeux environnementaux en diminuant l'artificialisation des sols et limiter les impacts du trafic routier.

Un phénomène parallèle devrait également émerger, celui de la reconversion des parkings. Avec le recul du véhicule individuel et la concentration des lieux de vie (habitat, travail et commerces), les parkings pourront être reconditionnés pour participer à la densification du milieu urbain.

La place de la voiture individuelle devrait également diminuer sans pour autant disparaître totalement. De plus, le parc automobile va se transformer avec l'abandon des moteurs thermiques au profit des motorisations électriques.

Le partage de véhicules ainsi que l'accroissement de l'offre de transport public vont également modifier le territoire et la mobilité des individus.

- Une remise en question de la création culturelle

Avec la prise en compte du bilan carbone de l'ensemble des activités humaines risque d'apparaître des notions de quota et des conditions aux subventions. Or certaines activités ne peuvent exister sans soutien financier, notamment la création culturelle et les spectacles vivant qui impliquent des déplacements internationaux. Il est ainsi certain que ce secteur doit lui aussi se réinventer pour limiter une part de ces déplacements ou tout du moins ces modes de mobilité. Il faudra également axer les efforts pour accroître l'efficacité énergétique des lieux de spectacle (des bâtiments aux parcs de lumière en passant par les modes de déplacement des spectateurs et des artistes).

Pour une part des participant-e-s, il sera nécessaire que les autorités cantonales fassent pression auprès de la Confédération pour que la « Suisse réintègre les programmes et les financements de la création culturelle européenne ». Cette collaboration internationale est essentielle pour la création nationale. Le développement de la co-crédation transfrontalière, mais également intercantonale devrait se voir renforcées dans les années à venir.

Ce besoin de la valorisation de la collaboration est également indispensable dans le secteur de la recherche pour éviter le repli sur soi et une certaine forme d'isolement des chercheurs, mais également des connaissances.

3



Quatrième scénario : Tournant écologique et mesures fortes de l'État

- Le rôle de l'école indispensable

Le changement de comportement des citoyens notamment en termes de consommation, de prise en compte des impacts environnementaux des différentes activités humaines sera renforcé par l'école. En effet, si à l'heure actuelle, le domaine de l'environnement est présent dans les programmes, sa place sera de plus en plus importante. Répondant tant aux enjeux sociétaux qu'à l'intérêt croissant des nouvelles générations pour ces thématiques, les programmes scolaires seront résolument tournés vers la prise en compte des enjeux environnementaux et climatiques.

Pour l'une des participant·e·s, la pédagogie est même la clé afin de contribuer aux changements profonds des comportements individuels car si l'État soutient ces transformations, elles ne peuvent être efficaces sans l'adhésion de la population.

- Une autosuffisance énergétique qui semble difficile à atteindre

Avec l'avènement des technologies, les besoins énergétiques seront grandissants. Néanmoins, pour les participant·e·s, il sera possible de répondre à ces besoins avec une remise en question de leur utilisation. « L'effort de renoncement sera tôt ou tard obligatoire, on sera obligés d'arrêter la croissance ». Si une partie des participant·e·s pense que la production électrique renouvelable pourrait répondre à un potentiel accroissement de la demande, tous ne s'opposent pas dogmatiquement à la production nucléaire, « les nouvelles technologies évoluent exponentiellement pour aider à la réduction de consommation, si on met l'accent sur la recherche, on pourrait trouver un nucléaire "acceptable" d'un point de vue écologique et sécuritaire ».

Malgré certains questionnements (« où mettre des éoliennes ? » par exemple), la majorité des participant·e·s soulignent l'importance de la mise à disposition des moyens politiques et financiers au développement des énergies renouvelables. L'exemple est donné de développer fortement l'infrastructure de recharge des véhicules électriques, afin de ne pas marginaliser certaines populations (locataires notamment).

- Une remise en question du tout technologique

L'un des risques identifiés par les participant·e·s dans le tout technologique réside non seulement dans la surconsommation énergétique, mais également dans les composants. L'actualité montre déjà les conséquences des pénuries de certains matériaux. Pour certains participant·e·s, ces risques devraient inciter les citoyens, mais également les entreprises à se tourner vers les innovations low-tech. Les autorités publiques devraient, non seulement soutenir ces filières, mais également mettre en place un système de formation performant autour de ces enjeux, ou encore autour des enjeux de bio-tech permettant dès aujourd'hui de limiter l'utilisation des métaux lourds.

- Un fort endettement du canton acceptable

Les participant·e·s indiquent que le fort endettement du canton pour répondre à ces objectifs notamment de lutte contre le réchauffement climatique, ne devrait pas être un frein. En effet, en relocalisant une part très importante de l'activité économique sur le territoire national, le niveau de prélèvement permettra de compenser ces dépenses publiques. Ce phénomène sera également renforcé par les prélèvements liés aux bénéfices des sociétés. De plus, la modification des comportements de consommation, mais aussi de production (plus sobres en coût de transport, en énergie, etc.) entraînent une limitation des coûts pour les acteurs permettant de limiter l'endettement public.



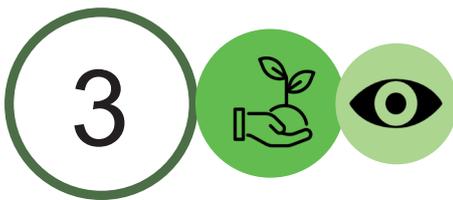
Quatrième scénario : Tournant écologique et mesures fortes de l'État

- Participation accrue de la population

Pour les participant·e·s, les citoyens seront de plus en plus impliqués dans les processus politiques à travers les démarches participatives et y sont de plus en plus sensibles. Tout en reconnaissant l'efficacité de la démocratie directe, leurs propres expérimentations d'une démarche participative telle que celle-ci renforce l'idée de l'importance de ce type d'implication citoyenne. Si les individus peuvent aussi découvrir et s'impliquer dans la fabrique politique de leur cité, l'intelligence collective permet aux acteurs politique d'accéder à des connaissances fines du territoire. Ce type de participation devrait encore être renforcé d'ici 2040. Mais pour certains, le pas supplémentaire pour les autorités publiques serait de travailler directement avec les citoyens sur des enjeux impactant les différentes facettes de leur vie.

L'un des participant·e·s pose la question de l'impact de la nécessaire transition écologique sur l'économie. Cette transition risque d'entraîner un bouleversement du marché économique et de l'emploi et, potentiellement, accroître les inégalités.

Commentaires des participants au second groupe



Quatrième scénario : Tournant écologique et mesures fortes de l'État

À la suite du premier temps d'échange, les participant·e·s du groupe C sont venus découvrir et compléter le travail du groupe D.

La majorité des participant·e·s du second groupe rejoignent les participant·e·s du groupe précédent quant à la positivité du scénario proposé mais sa difficile vraisemblance et notamment car ce dernier implique une modification importante des comportements individuels.

- Endettement public remis en question

Pour une part importante de ces participant·e·s, la question du financement est centrale. Si tous se retrouvent pour dire que le choix de l'endettement ne doit pas peser sur les générations futures, tous ne l'appréhendent pas de la même manière. En effet, pour certain, ce choix d'endettement et ainsi d'accroissement de la dette publique apparaît comme un « choix égoïste ». Pour d'autres, l'égoïsme consiste au contraire à ne pas impliquer un soutien financier fort permettant de lutter contre le réchauffement car les nouvelles générations auront à vivre avec les conséquences de ces dérèglements environnementaux.

Certains participant·e·s précisent que plus qu'un endettement public laissé aux générations futures, les autorités publiques peuvent et doivent réorienter une part importante des financements publics pour la lutte contre le réchauffement climatique.

- Les coûts de la santé en augmentation

Pour les participant·e·s, les coûts de la santé devraient continuer à augmenter en 2040. Or cette augmentation doit également être régulée par les autorités publiques afin d'éviter une fracture sociale et une précarisation d'une part de la population, tout en maintenant une grande qualité de



soins. Cet enjeu de la santé et de son coût deviendra un enjeu politique et social de plus en plus important en raison du vieillissement de la population qui va poursuivre sa progression.

- Lutte contre le changement climatique

L'adaptation et la lutte contre les dérèglements climatiques ne peut se faire sans des mesures contraignantes fortes. Bien que ces dernières entraînent dans un premier temps une grogne de la population, elles vont permettre le changement de comportement individuel. Certains participant·e·s précisent que, bien que ces mesures risquent d'être indispensables, elles ne doivent pas engendrer une marginalisation de la population, notamment celles dépendantes de la mobilité individuelle (habitants des campagnes).

- Modification des comportements individuels

La crise du Covid a démontré que les citoyens étaient capables d'accepter des mesures contraignantes fortes et de modifier rapidement ses comportements. Elle a permis aussi aux autorités publiques de faire des choix importants de protection financière. A l'avenir, la lutte contre le réchauffement climatique devrait bénéficier de la même prise en charge politique.

Pour autant, l'un des participant·e·s souligne que la crise sanitaire actuelle a bénéficié d'une « dimension émotionnelle » importante qui a facilité la prise de conscience de l'immédiateté du besoin de protection, tant des individus que des politiques. Or les conséquences du dérèglement climatique ne bénéficient pas encore d'une prise de conscience similaire.

Une des participant·e·s appuie ce propos en soulignant que le changement comportemental de la population n'a pas forcément perduré. La stagnation de la situation a eu tendance à favoriser un retour vers des comportements ante-pandémie et les contraintes fortes sont perçues aujourd'hui comme moins légitimes.

- La mobilité un enjeu important

Pour certains participant·e·s du second groupe, l'emphase mise par le groupe précédent sur la nécessité de changer la mobilité des citoyens pose question. En effet, le fait de privilégier les transports publics apparaît comme une voie à soutenir, mais ne doit pas entraîner une diminution du budget public dédié aux infrastructures routières. Un tel choix politique ferait non seulement courir des risques pour les usagers de ces infrastructures, mais aussi celui de marginaliser fortement une part non négligeable de la population suisse, les habitants des territoires ruraux.

- Des risques économiques importants

Pour certains participant·e·s, le risque économique lié à la remise en question du modèle capitaliste n'a pas été relevé par le groupe précédent. De même, l'enjeu économique est, pour certains d'entre eux, l'enjeu principal pour permettre une transformation des comportements individuels vers une prise en compte et une limitation des impacts écologique des activités humaines. Cette mise en lumière de la corrélation entre aisance économique et lutte contre le réchauffement climatique ne fait pas consensus au sein des participant·e·s.

2.3. Retour réflexif sur ce troisième atelier

A la fin de ce troisième atelier, nous avons soumis aux participant·e·s un questionnaire leur permettant de nous communiquer leurs souhaits d'amélioration dans la suite de la démarche, leurs questionnements divers ou encore leurs points de frustration. Cette interaction post-atelier, a orienté le design du dernier atelier. Nous avons notamment fait le choix de faire travailler chaque participant·e sur 2 enjeux différents selon une structure similaire, mais aussi de présenter en plénière l'ensemble des résultats obtenus pendant la soirée.

3.1. Dispositif du quatrième atelier

PCe quatrième et dernier atelier a également été organisé en présentiel. Pour tenir compte des contraintes sanitaires, celui-ci s'est tenu dans le bâtiment administratif de la Pontaise à Lausanne et les groupes de travail ont été répartis dans des salles différentes. Bien que les participant·e·s aient pu se regrouper autour de tables communes, la distance d'1,50 m a été maintenue.

Pour répondre au mieux aux attentes des participant·e·s, les enjeux discutés lors de cet atelier leurs ont été envoyés en amont de la rencontre afin qu'ils sélectionnent ceux pour lesquels ils avaient une plus grande sensibilité. Nous avons ainsi formé les groupes de discussion, autant que faire se peut, en fonction de leurs choix.

Chaque participant·e a ainsi été affilié à deux groupes différents au cours de la soirée leur permettant de discuter de deux enjeux différents.

Ce quatrième atelier a été structuré autour de 8 enjeux principaux :



1. Enjeu environnemental



2. Enjeu de cohésion sociale



3. Enjeu économique



4. Enjeu démographique



5. Enjeu technologique



6. Enjeu de la dépendance envers l'extérieur



7. Enjeu démocratique



8. Enjeu de sécurité

Chaque enjeu a été abordé par trois questionnements complémentaires :

1. Identifiez-vous d'autres sous-enjeux que ceux identifiés par l'équipe de StatVD ?
2. Selon ce que fera ou non le Canton, qu'avons-nous à gagner ou à perdre ?
3. Quelles mesures clefs préconisez-vous ?

A relevé qu'il a été précisé que les résultats de la 3e question avaient pour but d'enrichir les scénarios et qu'ils ne seraient pas mentionnés dans les enjeux, car le mandat de la Commission est de soulever les enjeux et de mentionner les leviers d'action, mais pas de faire de recommandation politique.

En introduction des différents moments d'échanges, autour de ces trois questions, identique pour chacun des enjeux, StatVD a présenté les sous-enjeux qu'ils avaient identifiés préalablement.

La modalité d'organisation des échanges a été reproduite pour l'ensemble des 8 enjeux.

À la suite de ces deux temps de travail en groupe, le choix a été fait de présenter en plénière l'ensemble des discussions produites sur les 8 enjeux à la totalité des participant·e·s afin de permettre à chacun, non seulement de découvrir le travail produit par tous, mais aussi de le compléter ou le commenter.

3.2. Résultats du quatrième atelier

Comme indiqué précédemment, chaque participant·e a pu travailler sur deux enjeux principaux. À la différence des ateliers précédents, les participant·e·s ont été répartis en groupes de travail dont la composition était différente entre les deux principaux temps d'atelier.

1er temps d'atelier	2nd temps d'atelier	3ème temps d'atelier
Enjeu 1 : Enjeu environnemental	Enjeu 4 : Enjeu démographique	Présentation et discussion du travail effectué par chaque groupe En plénière
Enjeu 2 : Enjeu de cohésion sociale	Enjeu 5 : Enjeu technologique	
Enjeu 3 : Enjeu économique	Enjeu 6 : Enjeu de la dépendance vers l'extérieur	
Enjeu 7 : Enjeu démocratique	Enjeu 8 : Enjeu de sécurité	

3.2.1 Enjeu 1: Enjeu environnemental



Enjeu environnemental

Présentation de l'enjeu 1 : Enjeu environnemental

L'exploitation intensive des ressources naturelles et la transformation sans précédent des milieux naturels ont permis l'amélioration considérable du niveau de vie, mais sont également à l'origine du réchauffement climatique et du déclin de la diversité biologique mondiale.

Les conséquences du réchauffement climatique sur la nature et sur l'humanité vont s'accroître pour devenir toujours plus palpables au cours des prochaines décennies. L'intensité de ce réchauffement dépendra de la quantité de gaz à effet de serre qui sera émise à l'avenir.

Afin de s'approprier cet enjeu écologique, les participant·e·s ont été amenés à échanger autour de sous-enjeux identifiés par StatVD.

Les trois sous-enjeux pré-identifiés étaient :

1. S'adapter aux changements climatiques
2. Préserver la biodiversité
3. Accélérer la transition énergétique

1. S'adapter aux changements climatiques

Pour ces participant·e·s, il apparaît essentiel d'inscrire les enjeux environnementaux comme prioritaires par rapport à tous les autres enjeux politiques ou sociétaux. S'il ne s'agit pas de nier les autres enjeux et notamment ceux liés à l'économie, les participant·e·s soulignent l'importance de travailler sur ces enjeux à travers l'enjeu environnemental. Les acteurs politiques, économiques mais aussi individuels doivent faire une pesée d'intérêt entre l'objectif visé par leur action et l'impact écologique de cette dernière.

Pour ces participant·e·s, les changements climatiques doivent être limités mais on ne peut pas les éviter, il faut donc s'y adapter.

Repenser le modèle de consommation

Pour les participant·e·s, pour lutter contre une accélération des changements climatiques, il paraît indispensable de modifier notre modèle de consommation. D'un point de vue individuel, il s'agit de limiter sa consommation de biens mais également de favoriser des biens ayant un impact écologique plus faible. Pour les participant·e·s, l'un des leviers d'action de lutte contre les changements climatiques se situe dans une consommation plus locale et qui limite les impacts liés non seulement au transport des marchandises mais également aux conditions de production desdites marchandises.



Taxer les importations

Certains participant·e·s mentionnent la taxation des importations pour lutter contre le réchauffement climatique. Pour eux, un tel système de taxation permet non seulement de taxer les pollueurs, ce qui pourrait (pourra) entraîner une modification des conditions de production mais aussi de limiter l'attrait des biens de consommation d'importation en rendant leurs coûts plus élevés pour le consommateur.

D'autres participant·e·s soulignent que ce modèle ne peut se suffire à lui-même et doit être complété par un système de soutien à la production moins émettrices de gaz à effet de serre et notamment des productions plus locales.

Développer des innovations

L'un des axes de soutien que pourraient/devraient avoir les autorités publiques se situe dans le domaine de l'innovation. Pour certains participant·e·s, les avancées techniques mais également technologiques répondent déjà aux enjeux environnementaux et les autorités publiques pourraient soutenir les innovations qui contribuent à la lutte contre les dérèglements climatiques.

Importance du collectif

Pour les participant·e·s, les solutions et l'adaptation au changement climatique doivent également passer par une réflexion collective sur la société de demain et s'appuyer sur l'intelligence collective et la solidarité.

Une transformation importante pour certains secteurs

L'impact du changement climatique et la nécessité de s'y adapter apparaît particulièrement important dans les secteurs du tourisme et de l'agriculture. Certaines régions devront repenser leur modèle économique (notamment les régions exploitant des sports de glisse, le ski).

Une migration climatique

L'une des conséquences du changement climatique reste, pour les participant·e·s les migrations climatiques. En effet, les impacts de ce changement sont aujourd'hui beaucoup plus importants sur certains territoires alors même que les populations y habitant sont celles ayant un impact environnemental faible (exemple de Madagascar).

Commentaires concernant l'adaptation aux changements climatiques

- Pour certains participant·e·s, le dérèglement climatique est déjà marqué aujourd'hui (en 2021) mais pour autant, s'il faut s'adapter aux bouleversements climatiques, il est indispensable de mettre en place un changement de modèle, notamment de consommation et de production, avec comme objectif de lutter au maximum contre le réchauffement climatique.

- Certains participant·e·s soulignent que les innovations ne peuvent tout résoudre et que les changements comportementaux sont indispensables.

- Pour les participant·e·s, il apparaît essentiel que les autorités publiques optent pour « les politiques d'adaptabilité », c'est-à-dire tenant compte des différents impacts écologiques de



l'ensemble des chaînes de production et de consommation.

Mesures concernant l'adaptation aux changements climatiques

Pour la majorité des participant·e·s, deux axes majeurs d'intervention des autorités publiques se dessinent. Si le premier axe concerne principalement un soutien pour les secteurs les plus impactés par la modification du climat (culture, tourisme, etc.), un second axe doit appuyer le changement de comportement individuel. L'objectif visé est ainsi l'accessibilité sociale à des biens de consommation plus respectueux de l'environnement. « Il s'agit d'offrir le choix à chacun ».

2. Préserver la biodiversité

Pour les participant·e·s, cet enjeu est indissociable des enjeux identifiés par l'équipe de StatVD.

Disparition des abeilles

L'un des participant·e·s souligne l'importance de lutter contre la disparition des abeilles et autres insectes pollinisateurs. En effet, on connaît des aujourd'hui les conséquences d'une telle disparition sur l'ensemble de l'environnement mais également sur les productions maraichères.

Lutter contre le gaspillage

Pour l'un des participant·e·s, l'un des enjeux liés à la protection de la biodiversité se retrouve également dans la lutte contre le gaspillage alimentaire. En effet, en limitant ce gaspillage, l'utilisation des sols pourrait être plus raisonnée et offrir un partage plus équitable avec le monde du vivant.

Mesures concernant la préservation de la biodiversité

Plusieurs participant·e·s soulignent l'importance de maintenir voire favoriser les corridors écologiques (trame verte et bleue). Pour ce faire, il est indispensable de commencer par mener des études sur « les points noirs », c'est-à-dire les obstacles principaux à ces corridors (par ex, les points de passage de faunes migratrices sur certaines routes).

3. Accélérer la transition énergétique

Pour les participant·e·s, s'il ne remet pas en question la nécessité de cette transition énergétique ils tiennent à souligner l'importance de la lier avec l'enjeu de l'accessibilité sociale.

Un système financier à revoir

L'un des leviers identifiés par les participant·e·s pour accélérer la transition énergétique est celui du secteur financier actuel. En effet, ces participant·e·s soulignent la difficulté à inciter les individus à modifier leur modèle de consommation (consommer moins et avec des produits plus respectueux de l'environnement) et parallèlement que les organismes financiers poursuivent leurs investissements dans des productions à fort impact environnemental.

Investissement durable



Il apparaît indispensable de favoriser les investissements durables et pour cela modifier les attentes de rendements par les actionnaires. Certains investissements doivent être pensés que sur du moyen voire du long terme.

Commentaires concernant l'accélération de la transition énergétique

Bien que les participant·e·s se retrouvent autour d'une implication plus respectueuse de l'environnement du système financiers (notamment en arrêtant d'investir dans les énergies fossiles), certains mettent en avant le risque de « greenwashing » des multinationales.

Mesures concernant l'accélération de la transition énergétique

L'une des mesures proposées par le groupe de participant·e·s pourrait prendre la forme d'un soutien financier des autorités publiques notamment pour les technologies encore immatures.

Pour autant, le soutien financier n'est pas le seul levier d'action. En effet, l'imposition de normes de construction prévoyant l'installation de panneaux solaires mais aussi imposant des critères d'isolation fort sont mis en avant par le groupe.

L'un des participant·e·s propose également une mesure rapide à mettre en place, la limitation de l'éclairage public et notamment à certaines heures de la nuit.

En supplément des sous-enjeux identifiés par StatVD, les participant·e·s ont également identifié plusieurs enjeux liés à l'environnement (pour faciliter la lecture de ce document, nous les numéroterons à la suite)

4. Enjeu de santé publique

Pour ces participant·e·s, il est important de lier l'enjeu de préservation environnemental à celui de la santé publique. En effet, au-delà de la nécessité pour l'être humain de pouvoir vivre sur une planète aux conditions viables, les dérèglements climatiques risquent d'accroître les problèmes de santé des individus. Avec la hausse des températures, nous serons de plus en plus confrontés à de nouveaux pathogènes. De plus, les pathologies déjà présentes aujourd'hui et liées à la pollution de l'air, par exemple, vont s'accroître.

Commentaires concernant la santé publique

- Lier l'enjeu de lutte contre le dérèglement climatique à celui de la santé permet de mettre en perspective les contraintes d'une transformation rapide de notre modèle de production et de consommation avec les bénéfices sur du long terme dans le domaine de la santé.
- Une lutte active contre le dérèglement climatique et ses conséquences sur la santé des individus doit également permettre de lutter contre les inégalités et le risque de fracture sociale au sein même de notre société.

Mesures concernant la santé publique

Pour les participant·e·s, les autorités publiques doivent anticiper une politique de santé publique forte, c'est-à-dire prenant en charge les inégalités d'accès aux soins pour certaines populations.

Pour les participant·e·s, il est également important d'adapter la « politique vieillesse » à l'impact du



dérèglement climatique sur ces populations les plus fragiles.

Il est également mis en exergue le besoin de formation et de communication de la population concernant le lien ténu entre changement climatique et santé publique. Ce faisant, les actions de prévention seront plus facilement acceptées et adoptées par la population.

5. Enjeu de mobilité

Un axe important de la lutte contre le dérèglement climatique et la préservation de l'environnement est celui de la mobilité. L'un des participant·e·s pose alors la question du besoin accru de mobilité. Pour lui, la crise sanitaire actuelle (Covid 19) et les contraintes imposées pour y faire tendent à démontrer que ce besoin de mobilité peut être restreint. En effet, si la mise en place du télétravail à soulever des réticences à son lancement, sa pratique a permis aux employés et aux employeurs de découvrir les avantages de ce mode de travail et de sa limitation de mobilité quotidienne.

6. Enjeu d'éducation

Un consensus émerge au sein du groupe concernant le besoin de renforcement de cette thématique de la préservation de l'environnement dans la formation des jeunes populations. Si les programmes scolaires abordent déjà ces thématiques, il faudrait les renforcer. La transformation du modèle de consommation, notamment, sera facilité par un accroissement des connaissances des jeunes populations du lien ténu entre consommation et impact environnemental.

3.2.2 Enjeu 2: Enjeu de cohésion sociale



Enjeu de cohésion sociale

Présentation de l'enjeu 2 : Enjeu de cohésion sociale

La cohésion sociale est une condition essentielle de la société démocratique. Les sociétés marquées par des divisions et les inégalités excessives se révèlent incapable d'assurer une stabilité à long terme.

Les pouvoirs publics se doivent d'assurer la bonne marche de la société et de favoriser l'épanouissement de l'ensemble de ses membres. La cohésion sociale est un idéal qui exige un effort constant qui dépend notamment du fonctionnement démocratique de la société et du « filet » social qui a pu être tissé.

Or, cette cohésion est actuellement ébranlée et cela pourrait s'accroître dans les années à venir entre différents groupes de population (clivages : ville-campagne, formés-non formés, défenseurs du climat-autres, etc.).

Afin de s'approprier cet enjeu de cohésion sociale, les participant·e·s ont été amenés à échanger autour de sous-enjeux identifiés par StatVD. Les quatre sous-enjeux pré-identifiés par l'équipe de StatVD étaient :

1. Éviter la polarisation de la société
2. Combattre l'exclusion sociale
3. Favoriser l'accès aux droits fondamentaux
4. Lutter contre la pauvreté

La majorité des participant·e·s rejoignent les quatre sous-enjeux identifiés par StatVD. Voici leurs considérations.

1. Éviter la polarisation de la société

Pour les participant·e·s ce sous-enjeu est extrêmement important et les clivages apparaissent déjà actuellement de plus en plus forts.

Le clivage entre pro et anti vaccination

Pour l'une des participant·e·s, l'un des enjeux prédominant dans le paysage social et politique actuelle est l'opposition entre pro et anti-vax. Fort de cet exemple les participant·e·s souligne qu'il s'agit là d'un moment de fractures sociales où chacun se retire de plus en plus dans sa « bulle idéologique ». Pour cette participant·e·e, il existe un lien entre respect des lois, bon fonctionnement démocratique, et cohésion sociale.

Le clivage intergénérationnel

Un autre clivage qui risque de se renforcer, est celui séparant les jeunes générations et les



générations plus anciennes, notamment au sujet des enjeux économiques et environnementaux. De plus, la transformation des tissus urbains doit tenir compte du vieillissement de la population.

L'éco-anxiété

L'éco-anxiété serait également source de clivages pouvant entraîner une fracture au sein des citoyens.

Commentaires autour de la lutte contre la polarisation de la société :

- L'un des points de discussion entre les participant·e·s porte sur le lien entre le respect des lois et la cohésion. Pour l'une des participant·e·s s'identifiant comme faisant partie d'une minorité sociale, désobéir à certaines règles est parfois nécessaire pour faire progresser la société.
- Un autre participant·e défend l'idée que « respecter l'ordre légal n'est pas forcément moral », et qu'une considération plus approfondie de la signification de ces termes est importante. De son point de vue, la cohésion sociale passe par la « création de valeurs communes, qui deviennent ensuite légales ».
- Un certain consensus émerge des discussions entre les participant·e·s concernant le double besoin, d'une part d'un cadre légal, et d'autre part de groupes de pression défiant le statut quo et permettant à la société d'évoluer. Une intervenante fait également remarquer qu'il est plus facile de respecter l'ordre légal quand celui-ci nous favorise.

Mesures identifiées pour lutter contre la polarisation de la société :

Pour les participant·e·s, l'un des rôles centraux de l'État est certes de lutter contre les inégalités, mais également d'anticiper les clivages et ainsi d'offrir ou soutenir des espaces de dialogues importants. Dans cette optique, l'un des participant·e·s souligne qu'il faut aussi remettre au cœur du débat public des discours valorisants et valoriser le « sens du voisinage ».

2. Combattre l'exclusion sociale

Pour les participant·e·s, cet enjeu est essentiel. En effet, sans lutte contre l'exclusion, la fracture sociale va s'aggraver.

Intégration des émigrés.

L'un des sous-enjeux de l'inclusion sociale est celui des nouveaux arrivants. L'un des participant·e·s souligne que la Suisse a jusqu'à présent réussi à éviter la ghettoïsation. Ceci montre que l'intégration, a minima des secondes générations, fonctionne dans notre pays. Pour autant, l'enjeu est actuellement important. Il faut continuer à favoriser une intégration par l'école, mais également par l'urbanisme. L'une des participant·e·s souligne qu'un quartier de Lausanne tend vers une forme de ghettoïsation contre laquelle il est nécessaire de lutter.

Une autre rebondit en précisant que la société civile et politique doit défendre la liberté, tout en expliquant aux individus ce que signifie cette liberté. Pour elle, celle-ci doit être comprise comme un vrai projet de société à construire, en relation et en communication avec les autres, et non en compétition, entre les uns et les autres.



La défiance des citoyens

Un autre sous enjeux de la lutte contre l'exclusion sociale est identifié par les participant·e·s. Il s'agit de celui de l'information et de la perte de confiance d'une partie de la population vis-à-vis des experts, mais également des politiques. En cette période de pandémie, la prégnance des réseaux sociaux tend à démontrer cette défiance et ses conséquences dans la marginalisation d'une part de la population.

Équilibre entre vie professionnelle et vie de famille

Un troisième sous enjeux pour combattre l'exclusion sociale est celui de l'équilibre à trouver entre vie professionnelle et vie de famille. En effet cette conciliation est indispensable pour permettre à chacun, et plus encore à chacune, de développer une vie professionnelle intéressante. Si la solidarité familiale, c'est-à-dire notamment l'aide apportée par les grands-parents à la garde des enfants doit être mieux reconnue, l'évolution de la société révèle les besoins croissants pour les femmes d'occuper un emploi. Cette activité professionnelle féminine ne peut se réaliser sans moyen de garde pour les enfants adéquats et suffisants.

Commentaires concernant la lutte contre l'exclusion sociale :

- Pour les participant·e·s, il est essentiel que la société civile et politique réussissent à produire des valeurs communes. En effet, c'est par le partage de ses valeurs communes que la cohésion sociale sera renforcée.
- De la même manière, lutter contre la désinformation permet de renforcer la confiance des citoyens dans les experts mais également les politiques. Ce faisant, la cohésion sociale est renforcée. Or cette confiance apparaît comme indispensable à un engagement politique des citoyens.

Mesures identifiées pour lutter contre l'exclusion sociale

Les participant·e·s mettent en avant l'importance du regard individuel sur les minorités. Pour autant, les autorités publiques ont un rôle important à jouer pour renforcer la cohésion sociale. Notamment, les structures de garde d'enfants doivent être développées et renforcées pour favoriser l'équilibre nécessaire entre vie professionnelle et vie familiale.

Un soutien financier peut être apporté aux familles pour faciliter cette prise en charge collective de leurs enfants, mais également pour permettre aux familles de choisir le taux d'emploi des parents.

Une autre mesure a été identifiée par les participant·e·s dans l'objectif de lutter contre la marginalisation d'une partie de la population : l'identification des phénomènes d'exclusion suivi de la mise en place d'espaces d'inclusion des populations (notamment immigrées).

Pour les participant·e·s, les autorités publiques à travers par exemple des mesures d'éducation ont un rôle important à jouer pour lutter contre l'exclusion sociale.

3. Favoriser l'accès aux droits fondamentaux Si les participant·e·s ne remettent pas en question l'enjeu de l'accès aux droits fondamentaux pour tous, ils soulignent néanmoins l'importance des devoirs fondamentaux. Pour eux, chaque citoyen est protégé par ses droits fondamentaux, mais devrait également remplir ses devoirs vis-à-vis de la société.



Enjeu de cohésion sociale

4. Lutter contre la pauvreté

Pour les participant·e·s, notre pays doit se protéger d'une pauvreté telle qu'elle peut exister dans d'autres pays. La couverture sociale apparaît actuellement comme adéquate. Néanmoins, une transformation importante de notre société est en train d'émerger, notamment quant à l'endettement des jeunes populations. L'accès à la propriété, par exemple, apparaît de plus en plus difficile et impose souvent un endettement important des jeunes adultes.

3.2.3 Enjeu 3: Enjeu économique



Enjeu économique

Présentation de l'enjeu 3 : Enjeu économique

La prospérité économique permet de garantir la création d'emplois et les ressources fiscales utiles aux politiques publiques. Le canton de Vaud a pu s'imposer comme une place économique dynamique en tablant sur une grande diversité dans les secteurs de la production agricole et industrielle, mais aussi des services et des start-ups.

En lien avec l'EPFL et le CHUV, il s'est taillé une réputation de région particulièrement active dans les domaines requérant une forte innovation. La stabilité financière du canton a également permis à l'État cantonal de servir de soutien au développement économique.

Afin de s'approprier cet enjeu économique, les participant·e·s ont été amenés à échanger autour de sous-enjeux identifiés par StatVD.

Les cinq sous-enjeux pré-identifiés étaient :

1. Former la main-d'œuvre nécessaire
2. Promouvoir les secteurs d'avenir
3. Favoriser l'innovation
4. Maintenir les conditions-cadres favorables
5. Garder la diversification de l'économie vaudoise

1. Former la main d'œuvre nécessaire

Pour les participant·e·s ce sous-enjeu est déjà actuellement extrêmement important, mais au-delà de la formation, il faut aussi maintenir main-d'œuvre formée sur le territoire national.

Relocalisation de la production

Pour certains participant·e·s, l'un des enjeux liés à la formation de la main-d'œuvre est celui de la production locale. En effet, il ne faudrait pas promouvoir une partie de notre production vers l'étranger au détriment de notre promotion locale.

Un renforcement de l'offre de formation

Pour certains participant·e·s, si le territoire national possède déjà de bonnes écoles reconnues mondialement, notamment l'EPFL et l'EPFZ, d'autres pays européens bénéficient d'universités plus attractives. Il faudrait renforcer et moderniser nos offres universitaires suisses.



Une meilleure prise en charge du chômage

Pour maintenir un niveau économique important et un marché de l'emploi attractif, il est nécessaire de prendre en compte le phénomène du chômage. Pour les participant·e·s, il s'agit principalement d'assurer la formation des personnes encadrant les demandeurs d'emploi afin qu'ils puissent orienter les demandeurs d'emploi vers des formations pertinentes pour les employeurs. Cet enjeu d'une meilleure prise en charge du phénomène de la perte d'emploi se retrouve au croisement des enjeux économiques pré-identifiés par StatVD.

Prise en compte du vieillissement de la population

Le vieillissement de la population va s'accroître dans les années à venir. Ce vieillissement implique une prise en compte socio-médicale des personnes âgées de plus en plus importante. Il s'agit aussi d'un sous-enjeu de la formation de la main-d'œuvre locale. En effet, il faut anticiper les besoins des personnes âgées en préparant aujourd'hui les futurs travailleurs de ce secteur socio-médical. Ce sous-enjeu est à mettre en relation avec celui de la promotion des secteurs d'avenir.

Commentaires concernant la formation de la main-d'œuvre :

- Cet enjeu de formation est important, voire central, car il permet de soutenir efficacement le secteur économique. Un secteur économique en bonne santé limite la marginalisation d'une part de la population et permet de limiter la prise en charge sociale, notamment des chômeurs.
- Il apparaît indispensable, pour les participant·e·s, qu'une réflexion soit faite par les autorités publiques pour cibler les secteurs d'avenir afin d'adapter les formations proposées. C'est en limitant la dépendance en main d'œuvre extérieure que le Canton sera en mesure de prendre en charge sa population vieillissante.

Mesures concernant la formation de la main-d'œuvre

Pour mettre en place une formation pertinente pour le secteur économique, il est indispensable de faire un point sur l'efficacité des formations actuelles, mais aussi et surtout, d'anticiper les secteurs d'avenir. Pour ce faire, il faudrait consulter les citoyens, ou des groupes de citoyens notamment les milieux associatifs. Les formations ne peuvent évidemment pas se mettre en place du jour au lendemain.

Les participant·e·s soulignent l'importance d'avoir des interventions de l'État qui soient les plus efficaces possible afin de non seulement répondre aux objectifs mais également de maintenir une politique budgétaire pertinente.

2. Promouvoir des secteurs d'avenir

Pour les participant·e·s, la promotion des secteurs d'avenir est à corréliser à la formation de la main-d'œuvre.

Une autosuffisante à viser

Si l'autosuffisance n'est pas forcément un enjeu en-soi pour les participant·e·s, la Suisse doit limiter sa dépendance vers l'extérieure, notamment dans certains secteurs stratégiques telles que la production agricole, énergétique mais aussi la santé.



Commentaires concernant la promotion des secteurs d'avenir :

- Comme souligné, l'un des secteurs d'avenir est directement lié au vieillissement de la population. Pour les participant·e·s, la formation de la main-d'œuvre doit être orientée vers ce secteur d'avenir. Les autorités publiques auront aussi à reconsidérer les politiques sociales concernant les personnes âgées.
- Cependant, certains d'entre eux mettent en avant le risque d'un interventionnisme excessif de l'État dans le secteur économique. En effet, pour ces derniers, il ne faut pas que l'action publique ne limite l'innovation ni l'adaptabilité du secteur économique.
- L'interventionnisme accru de l'État pendant cette crise sanitaire ne doit pas perdurer. En effet, les mesures mises en place ont certes permis de maintenir la vitalité du secteur économique mais ce dernier doit rester libre. Finalement, l'intervention de l'État doit se limiter aux situations extrêmes et/ou urgentes.
- La question est posée par certains participant·e·s de l'enjeu climatique. Si la majorité des participant·e·s reconnaît cette urgence climatique, la question de l'intervention de l'État reste ouverte. En effet, pour la plupart il semble nécessaire que les autorités publiques interviennent aujourd'hui pour rattraper le retard concernant la lutte contre le réchauffement climatique. Néanmoins, cette intervention ne doit pas non plus être perpétuelle, ni se faire au détriment de l'égalité entre les citoyens ; par exemple, soutenir et développer les transports publics ne doit pas entraîner une asymétrie de traitement entre les villes et les campagnes. Il est en effet plus aisé d'utiliser les transports publics dans les tissus urbains.

Mesures concernant la promotion des secteurs d'avenir :

Concernant le développement des transports publics, pour les participant·e·s les mesures à mettre en place par les autorités publiques doivent être des mesures plus incitatives et informationnelles que contraignantes. En effet, il s'agit de garantir l'égalité de traitement entre les populations ayant facilement accès aux transports publics et celles en étant éloignées.

3. Favoriser l'innovation

Pour les participant·e·s, il est important que l'État favorise l'innovation. C'est grâce à cette dernière que la Suisse peut maintenir sa compétitivité.

Pour autant, si le choix est fait de traduire une part de ce soutien des autorités publiques par un subventionnement important, il faudra veiller à un équilibre budgétaire.

Cet enjeu de l'innovation est fortement corrélé à la formation, mais aussi au maintien de conditions-cadres favorables.

Une emphase mise sur les PME

Pour certains participant·e·s, il reste essentiel que l'État cible certains secteurs d'avenir, même si ces derniers ne sont pas encore matures.



Commentaires concernant la valorisation de l'innovation

Ce soutien à l'innovation doit se faire dans une recherche également de l'équilibre budgétaire et par conséquent, il faut être prudent lors du jeu sur les impôts. Il ne faut pas diminuer le pouvoir d'achat des citoyens en augmentant de façon trop importante les impôts, ni trop taxer les entreprises et particulièrement les PME, au risque de freiner leur développement.

De plus, il ne faut pas dissocier l'économie de l'écologie. C'est l'un des secteurs où l'État doit être précautionneux. En effet, si les participant·e·s s'accordent sur le rôle important des autorités publiques pour lutter contre le réchauffement climatique, avec principalement l'édiction de mesures de protection de l'environnement, ces dernières ne doivent pas être construites ou introduites sans une réflexion sur leurs impacts vis-à-vis de la population. Par exemple, il ne faut que les mesures environnementales de l'État défavorisent les habitants des campagnes au détriment des habitants des villes.

Mesures concernant la valorisation de l'innovation

Le soutien financier apparaît comme une mesure efficace pour favoriser l'innovation. Toutefois, il ne peut se suffire à lui-même. Pour les participant·e·s, l'élément essentiel à cette promotion réside dans le maintien de conditions-cadres favorables, mais également une prise en compte des inégalités entre les populations et l'impact des mesures contraignantes pour elles.

Pour ses participant·e·s, l'État doit faciliter l'innovation, notamment par un soutien financier. Néanmoins, il est indispensable de maintenir un équilibre entre soutien financier et assistantat. Le subventionnement de certains secteurs économiques devrait également tenir compte des impacts écologiques des activités ou secteurs soutenus.

4. Maintenir des conditions-cadres favorables

Ce sous-enjeu est pour les participant·e·s l'un des éléments centraux de l'enjeu économique. En effet, le maintien de ces conditions-cadres doit non seulement permettre le maintien d'un cadre de vie plaisant pour la population suisse, mais aussi des conditions de travail supportables. Pour les participant·e·s, il est également indispensable de penser les conditions-cadres en corrélation avec la compétitivité de l'économie suisse ; une détérioration de ces conditions risquerait d'entraîner un recul de la compétitivité avec des conséquences sur le marché de l'emploi local.

Renforcer les infrastructures

L'enjeu des infrastructures et notamment des infrastructures routières et ferroviaires a suscité de nombreuses discussions. En effet, pour les participant·e·s, il est nécessaire d'anticiper un développement des infrastructures afin de maintenir un niveau économique satisfaisant. Déjà actuellement, certaines lignes ferroviaires semblent atteindre leurs limites et il en est de même sur certains axes routiers.

Commentaires concernant le maintien des condition-cadres

- Pour certains participant·e·s, il apparaît indispensable de développer l'offre ferroviaire afin de répondre aux enjeux de mobilité des individus mais également du secteur économique. Le ren-



Enjeu économique

forcement et le déploiement des infrastructures ferroviaires répond, de plus, à l'enjeu écologique en favorisant la diminution des gaz à effets de serre liée au transport routier.

- Pour les participant·e·s, l'enjeu principal des politiques publiques est double, permettre le développement économique et maintenir un cadre de vie est indispensable à l'épanouissement des individus.

Mesures concernant le maintien des condition-cadres

Pour les participant·e·s, l'enjeu principal est de lutter contre les inégalités entre les populations, notamment ville-campagne. S'ils ne définissent pas de mesures spécifiques, ils soulignent le danger pour les autorités publiques de prendre des mesures à contretemps mais aussi qui des mesures qui accroîtraient les inégalités. Il est indispensable que les mesures mises en place tiennent compte des spécificités des populations, de leurs conditions de vie, mais aussi des réalités géographiques des territoires.

De plus, l'intervention de l'État doit trouver un équilibre entre un interventionnisme synonyme d'immobilisme notamment du secteur économique et un retrait étatique ne garantissant plus l'égalité entre les citoyens.

5. Garder la diversification de l'économie vaudoise

Bien que les participant·e·s soulignent l'importance de la diversification économique du canton, son maintien découle des 4 sous-enjeux précédents.

3.2.4 Enjeu 4: Enjeu démographique



Enjeu démographique

Présentation de l'enjeu 4 : Enjeu démographique

Les évolutions démographiques pour le canton de Vaud dépendent principalement de l'immigration (qui amènera la population à croître ou non) et de l'évolution de la mortalité et de la fécondité combinée avec la structure de la population.

Le canton a une marge de manœuvre en matière d'immigration, selon sa politique économique ou d'aménagement du territoire. Les politiques migratoires dépendent, entre autres, de son appréciation : est-elle perçue comme une menace (pression sur les territoires, migration non choisie et pas nécessaire sur le marché du travail, etc.) ou comme une opportunité (pour la prospérité économique, afin de contrebalancer les effets du vieillissement de la population).

Afin de s'approprier cet enjeu économique, les participant·e·s ont été amenés à échanger autour de sous-enjeux identifiés par StatVD.

Les cinq sous-enjeux pré-identifiés étaient :

1. Adapter les infrastructures selon la croissance démographique
2. Adapter la prise en charge médico-sociale des personnes âgées
3. Recourir au potentiel humain des personnes âgées
4. Intégrer les personnes de tous âges dans la société
5. Adapter les assurances sociales

1. Adapter les infrastructures selon la croissance démographique

Pour les participant·e·s, qu'il s'agisse de l'accueil des immigrés ou encore de la population vaudoise, il apparaît essentiel de mettre en place de renforcer une politique de natalité. En effet, pour eux, le renouvellement de la population est important et doit permettre de lutter contre les effets, notamment économiques du vieillissement de la population.

Accroître la capacité d'accueil des enfants

Pour maintenir un niveau de natalité important, les autorités publiques se doivent de mettre en place de véritables politiques familiales compatibles avec l'évolution des comportements des citoyens. Ainsi, pour répondre à la volonté mais également à la nécessité économique du travail des femmes, il est indispensable de développer les structures d'accueil des enfants et d'ajuster le coût de ces dernières.

Adapter l'ensemble des infrastructures

Pour maintenir un niveau démographique important, il sera nécessaire d'adapter l'ensemble

4



Enjeu démographique

des secteurs notamment ceux du logement, de la scolarité et de la formation, mais également de la mobilité ou encore de la santé. Cet enjeu est d'autant plus important que le vieillissement de la population s'accélère.

Une immigration choisie

Les participant·e·s considèrent que l'immigration peut être une chance pour le canton. En effet, cela permet d'accueillir des compétences valorisées sur le secteur économique, mais aussi d'accroître le niveau d'impôt sans augmenter le niveau d'imposition. Une telle immigration permet ainsi de maintenir voire renforcer le dynamisme de l'économie vaudoise.

Commentaires concernant l'adaptation des infrastructures

- Pour les participant·e·s, la baisse de la natalité est un enjeu important pour les décennies à venir. Pour autant, il est évident qu'il s'agit d'un changement de culture important où les femmes ne sont plus cantonnées au foyer. Ce délicat équilibre entre vie professionnelle et vie familiale tend à limiter le nombre d'enfants par foyer.
- De leur point de vue, l'enjeu démographique et de l'adaptation des infrastructures pose la question des capacités budgétaires des autorités cantonales.

Mesures concernant l'adaptation des infrastructures

La lutte contre la diminution de la natalité passe par une adaptation des infrastructures et notamment celle d'accueil pré- et parascolaires. En parallèle de la création de ces infrastructures, il faudra renforcer les politiques familiales qui sont des leviers importants pour accroître le taux de natalité d'une population.

Il faut aussi favoriser les lieux intergénérationnels afin de maintenir la cohésion sociale. Ce type de mesures permettraient aussi de répondre aux autres sous-enjeux de cette thématique de la démographie et de la transformation de la population vaudoise.

2. Adapter la prise en charge médico-sociale des personnes âgées

Cet enjeu est corrélé à celui de l'adaptabilité des infrastructures.

Pour les participant·e·s, la prise en charge socio-médicale est une évidence. Pour autant, les participant·e·s soulèvent la question des liens entre immigration, accueil des migrants et prise en charge de ces populations fragiles.

Prise en charge des migrants

L'un des sous-enjeux de cette thématique questionne la prise en charge de ces populations fragiles et ce particulièrement dans un contexte de réchauffement climatique qui va entraîner des migrations liées aux dégradations des conditions climatiques.

Commentaires concernant la prise en charge médico-sociale des personnes âgées

Il est essentiel pour les participant·e·s que la prise en charge médico-sociale des personnes âgées bénéficie de ressources (publiques) adéquates.



Mesures concernant la prise en charge médico-sociale des personnes âgées

Si cette prise en charge ne peut se faire sans un investissement financier, les participant·e·s soulignent que l'intégration des personnes âgées ne doit pas se limiter à la prise en charge médicale. En effet, il faut favoriser les lieux intergénérationnels et renforcer leur participation à la vie de la cité (notamment en adaptant les infrastructures limitant leur isolement et leur marginalisation).

3. Recourir au potentiel humain des personnes âgées

Pour les participant·e·s, la marginalisation des personnes âgées est souvent liée à des idées préconçues. Une intégration plus visible de cette population permet de lutter contre cette marginalisation et de changer les comportements des individus vis-à-vis des personnes âgées.

Commentaires concernant la valorisation des personnes âgées

Les participant·e·s défendent l'idée que les personnes âgées ont des connaissances et des compétences qu'il faut valoriser afin non seulement de lutter contre leur isolement mais également de changer les comportements stéréotypés tendant à exclure ces personnes du marché de l'emploi.

4. Intégrer les personnes de tous âges dans la société

Cet enjeu apparaît très important pour les participant·e·s. Toutefois, cette intégration doit être comprise de façon globale et ainsi s'étendre à tous les groupes sociaux marginalisés.

Reconnaissance des diplômes étrangers

Certains participant·e·s soulignent l'importance de la reconnaissance des diplômes étrangers. Ce faisant, les populations immigrées seraient ainsi plus facilement intégrées à la société vaudoise.

Donner la parole à tous

Pour les participant·e·s, il apparaît indispensable de donner la parole à tous. La cohésion sociale de la société vaudoise ne peut se faire si une part de la population est exclue des discussions. La mise en place de démarches participatives apparaît comme un bon levier à cette intégration de tous. En effet, les individus n'ayant par exemple pas accès aux droits de vote peuvent ainsi faire part de leurs compétences et connaissances. Parallèlement, les autorités publiques peuvent de cette manière avoir accès à ces populations plus marginales.

Commentaires concernant l'intégration des personnes de tous âges dans la société

- La reconnaissance des diplômes étrangers, parce qu'elle facilite l'intégration des immigrés dans la société apparaît comme une chance d'un point de vue économique. En effet, ces populations deviennent dès lors acteurs du secteur économique.
- Il apparaît indispensable d'intégrer l'ensemble de la population à la vie de la cité et ce d'autant plus que la précarisation de certains groupes sociaux s'accroît d'année en année.



Mesures concernant l'intégration des personnes de tous âges dans la société

L'une des mesures identifiées par les participant·e·s est la reconnaissance des diplômes étrangers.

Pour les participant·e·s, les autorités publiques seront de plus en plus confrontées à une précarisation de certaines populations. Pour y remédier, l'État se devra de définir des priorités d'action afin de limiter la marginalisation de certaines catégories sociales. Il apparaît indispensable de « devenir plus visionnaire ».

Il faut également que les autorités publiques renforcent l'intégration des citoyens dans leur prise de décision en accentuant les démarches participatives.

5. Adapter les assurances sociales

C'est un enjeu important en ce sens qu'il pose la question du financement de l'intégration des populations les plus marginalisées. Avec un vieillissement accru de la population, il apparaît assez évident pour les participant·e·s qu'une tension risque de subvenir concernant le financement de cette lutte.

Une transformation du système de retraite

Le vieillissement de la population pose la question du financement des retraites. En effet, la société vaudoise est confrontée à une prolongation de la durée de vie. Dès lors, il paraît indispensable de réformer le système de retraite qui aujourd'hui reste à la charge principalement des travailleurs.

Un accroissement du taux d'emploi des personnes âgées

L'un des enjeux de cette thématique de la démographie reste l'intégration des personnes âgées dans le secteur économique. En effet, les employeurs ont actuellement du mal à embaucher des personnes de plus de 65 ans. Or, la participation de ces populations à la vie active est également un levier contre leur isolement. Pour les participant·e·s, cela permettrait également une transmission de compétences non négligeables entre les générations d'un même secteur économique.

Commentaires concernant l'adaptation des assurances sociales

- Pour les participant·e·s, l'enjeu de la dotation des assurances sociales ne doit pas se traduire par une adaptation financière. Il s'agit principalement de modifier le rapport aux personnes âgées et aux populations précarisées dans leur ensemble.
- L'adaptation sociale paraît indispensable afin de répondre aux enjeux démographiques et de prise en charge d'une population vieillissante, mais également pour faire face aux migrations induites notamment par le changement climatique.

Mesures concernant l'adaptation des assurances sociales

Si les participant·e·s n'ont pas défini de mesures précises concernant l'adaptation des assurances sociales, ils ont identifié des réformes nécessaires et notamment concernant le système de retraite. L'enjeu principal reste à leurs yeux la valorisation économique des personnes âgées et/ou marginalisées. Il faut ainsi montrer et démontrer aux employeurs l'intérêt économique à l'emploi de ses



Enjeu démographique

populations.

La réforme du système des assurances sociales est également importante pour les participant·e·s. En effet, il faut que celles-ci s'adaptent aux besoins de chacun. Cette adaptation ne signifie pas nécessairement une augmentation des coûts des assurances sociales, mais une réorganisation en fonction des objectifs de protection à atteindre.

3.2.5 Enjeu 5: Enjeu technologique



Enjeu technologique

Présentation de l'enjeu 5 : Enjeu technologique

La transition numérique est une tendance lourde de notre époque. Elle bouleverse tous les secteurs de la société de l'économie : modes de vie, consommation et production. Elle a un impact sur le marché du travail, la démocratie et la gouvernance de la société.

Mais les enjeux technologiques que doit affronter le canton ne se limitent pas au numérique : le génie génétique (par exemple avec les thérapies géniques) mais aussi la question des OGM ou les développements en matière énergétique peuvent concerner certains secteurs spécifiques.

Afin de s'approprier cet enjeu technologique, les participant·e·s ont été amenés à échanger autour de sous-enjeux identifiés par StatVD.

Les quatre sous-enjeux pré-identifiés étaient :

1. Trouver l'équilibre entre vouloir tout résoudre par la technologie et la peur des technologies
2. Permettre à la population d'acquérir les compétences nécessaires dans une société de plus en plus numérisée
3. Permettre aux entreprises aux collectivités publiques de réussir la transition numérique
- 4 .Offrir une réglementation et des infrastructures adaptées

1. Trouver l'équilibre entre vouloir tout résoudre par la technologie et la peur des technologies

Pour les participant·e·s, un consensus émerge concernant la place importante qu'occupent aujourd'hui les technologies dans la vie. Il leur apparaît peu probable que ces dernières prennent moins d'importance dans les décennies à venir.

La prise en compte des externalités

Plusieurs participant·e·s soulignent l'enjeu des externalités potentielles des technologies et ce notamment d'un point de vue environnemental. Cette prise en compte des externalités négatives des technologies doit être en pensée tant au sujet des ressources nécessaires (métaux rares) à la production que lors du recyclage de ces objets technologiques.

L'impact des réseaux sociaux

Certains participant·e·s soulignent le poids de plus en plus important des réseaux sociaux dans les interrelations. En soulignant que ces derniers permettent à certains individus de rester en contact avec leurs proches et ainsi de lutter contre l'isolement, les participant·e·s soulignent que cette utilisation massive des réseaux sociaux tend à restreindre les interrelations

4



Enjeu technologique

physiques entre les individus.

Certains intervenants mettent également en avant le danger de la désinformation numérique dans cette période de crise sanitaire.

oLa sécurisation des données personnelles

L'une des participant·e·s souligne le risque sécuritaire qu'engendre une numérisation massive de nos vies. Comment garantir la sécurité de nos données personnelles alors que les hackers sont toujours plus aptes à les capter. La question de la protection des données numériques se pose pour les entreprises, mais également pour les services publics ou encore les gouvernements.

Une omniprésence du numérique

L'une des participant·e·s souligne l'omniprésence des outils numériques dans nos vie. Sans un ralentissement de la tendance actuelle, il deviendra indispensable de posséder un smartphone ainsi qu'un abonnement internet pour l'intégralité de nos activités (« payer nos factures, prendre les transports en commun, faire des achats »). Les individus auront de moins en moins la possibilité de se passer d'outils numériques.

Commentaires concernant l'équilibre à trouver vis-à-vis de la place la technologie

Pour une part des participant·e·s, la technologie qui apparaît aujourd'hui comme indispensable à de nombreux secteurs d'activité génère des impacts négatifs pour la population vaudoise. Parmi ces impacts, les participant·e·s citent notamment la dépendance aux outils technologiques et la marginalisation des populations peu à l'aise avec ces derniers, ou encore l'impact des smartphones sur notre santé (5G).

L'un des participant·e·s souligne le risque que fait courir l'omniprésence d'une technologie qui ne repose aujourd'hui que sur un seul réseau. Se pose alors la question : « qu'advierait-il si ce réseau tombe en panne ? »

Mesures concernant l'équilibre à trouver vis-à-vis de la place de la technologie

Pour les participant·e·s, l'enjeu principal est d'éviter la marginalisation des populations peu à l'aise avec les nouveaux outils technologiques. L'une des mesures à mettre en place concerne la formation de ses populations, notamment les personnes âgées.

Par ailleurs, l'un des participant·e·s affirme « qu'il va falloir accepter que les prix augmentent, ou alors on assistera à une disparition croissante de certains emplois qui seront remplacés par les ordinateurs dû à une automatisation » de plus en plus importante.

Il apparaît également nécessaire d'inclure dans le prix des outils technologiques leurs externalités négatives afin de lutter contre le renouvellement successif de ses appareils donc à une forme de surconsommation de ce type d'appareil.

4



Enjeu technologique

2. Permettre à la population d'acquérir les compétences nécessaires dans une société de plus en plus de numérisée

L'enjeu de formation apparaît comme un enjeu important de la thématique technologique. En effet, il s'agit pour les participant·e·s de limiter la marginalisation de certaines populations. Si certains participant·e·s soulignent la difficulté des personnes âgées vis-à-vis des nouveaux outils numériques, d'autres intervenants mettent en avant non pas la question de l'âge, mais des capacités et de l'habitude de la manipulation de ces outils. Un consensus émerge au sein du groupe pour souligner la formation de tous afin de limiter la marginalisation de ceux n'ayant pas accès aux outils numériques

Une question financière

Pour compléter les discussions concernant l'accès de tous aux outils numériques, les participant·e·s soulèvent le poids financier de la technologie dans le budget mensuel de la population. En effet, de nombreuses études ont démontré que le charge des outils numériques ne cessent de croître, la question se pose alors de la marginalisation des populations les pauvres.

Des formations continues

Il est également souligné l'importance de maintenir une formation continue des individus tout au long de leurs carrière, tant pour répondre aux exigences internes à leurs entreprise que pour faciliter leur trajectoire professionnelle (changement de carrière, d'employeurs, etc.).

3. Permettre aux entreprises et aux collectivités publiques de réussir la transition numérique

Pour les participant·e·s, la transition numérique des entreprises apparaît comme indispensable à leur survie.

Une formation continue pour les employés

La formation continue apparaît un enjeu important pour les entreprises et les employés face à la numérisation de la société. Cette formation continue appuiera également la lutte contre une certaine délocalisation.

Une ergonomie accrue des outils numériques

Pour intégrer l'ensemble de la population dans une société de plus en plus numérique, il faut travailler à l'ergonomie des outils numériques. Cette ergonomie doit également intégrer le domaine informatique aux différents secteurs des entreprises.

Commentaires concernant la transition numériques des entreprises et des collectivités publiques

- Pour l'un des participant·e·s, il est nécessaire que les individus fassent eux-mêmes le choix de la formation continue.
- Pour plusieurs participant·e·s, il faut aussi que les collectivités publiques se protègent efficacement contre les cyberattaques mais également qu'elles maintiennent leurs services pour les individus n'ayant pas un accès numérique adéquat.



Enjeu technologique

4. Offrir une réglementation et des infrastructures adaptées

Cet enjeu rejoint les précédents. Néanmoins, l'un des participant·e·s souligne la nécessité de défendre et prendre en charge le besoin énergétique de cette société de plus en plus numérique.

Mesures concernant la réglementation et les infrastructures adaptées à la numérisation de la société

Pour les participant·e·s, il faut que les autorités publiques prennent en charge, ou tout du moins défendent un approvisionnement énergétique permettant de répondre à cet enjeu du numérique.

Il leur semble aussi indispensable que les autorités publiques encadrent la numérisation de la société dans un objectif de protection de la population. L'une des mesures à envisager est par exemple la mise en place d'un « médiateur » qui permettrait de faire le tri dans les informations diffusées sur les réseaux sociaux

3.2.6 Enjeu 6: Enjeu de dépendance vers l'extérieur



Enjeu de dépendance vers l'extérieur

Présentation de l'enjeu 6 : Enjeu de la dépendance vers l'extérieur

Le canton de Vaud vit dans une relation de forte interdépendance non seulement avec les autres cantons suisses mais également avec les autres états. Pays d'exportation, la Suisse, et donc le canton de Vaud, sont dépendants de l'étranger dans de nombreux secteurs : main-d'œuvre, énergie, approvisionnement alimentaire et de matières premières.

La mondialisation, qui implique une forte dépendance, fait que la Suisse et le canton peuvent aussi se retrouver en manque de produits industriels devenus subitement rare (p.ex. masques durant la pandémie). Et de nombreux enjeux, tels que le changement climatique, la réglementation du numérique, les phénomènes migratoires, ne peuvent être relevés sans la collaboration avec les autres pays.

Afin de s'appropriier cet enjeu de la dépendance vers l'extérieur, les participant·e·s ont été amenés à échanger autour de sous-enjeux identifiés par StatVD.

Les quatre sous-enjeux pré-identifiés étaient :

1. Se prémunir contre les risques d'approvisionnement de la Suisse
2. Se prémunir contre le risque de dépendance économique
3. Stimuler la collaboration internationale
4. Trouver la bonne répartition des tâches entre les différents niveaux institutionnels

1. Se prémunir contre les risques d'approvisionnement de la Suisse

Pour les participant·e·s, il s'agit là d'un des enjeux principaux de la dépendance vers l'extérieur. Pour autant, un repli sur soi n'apparaît pas comme une solution pour les participant·e·s. Cette interdépendance internationale est un phénomène global et mondial.

L'enjeu énergétique

Plusieurs participant·e·s soulignent l'importance de l'interdépendance énergétique, notamment au niveau européen. Si cette dépendance énergétique pose question, l'autonomie énergétique semble difficile à atteindre. Les participant·e·s considèrent toutefois qu'il faudrait tendre vers plus d'autonomie énergétique.

Commentaires concernant la prévention des risques d'approvisionnement de la Suisse

- Pour les participant·e·s, sans devenir totalement indépendant (économiquement ou encore énergétiquement), il faut tendre vers une certaine autonomie.
- Il faut une remise en question des modes de consommation individuelle qui devraient prendre

4



Enjeu de dépendance vers l'extérieur

en compte les impacts écologiques, mais aussi sociaux des importations et de la surconsommation.

Mesures concernant la prévention des risques d'approvisionnement de la Suisse

Pour les participant·e·s, il est nécessaire que les autorités publiques identifient des secteurs stratégiques dans lesquels il s'agirait de renforcer les rapports de collaboration avec les entités productrices de ressources indispensables.

Certains participant·e·s soulignent ainsi que l'indépendance énergétique doit entrer dans la balance politique de la transition énergétique et, notamment être discutée par rapport à la fermeture des centrales nucléaires.

2. Se prémunir contre le risque de dépendance économique

Cet enjeu reste important pour les participant·e·s et ce d'autant plus pour les secteurs stratégiques.

Une remise en question de la surconsommation

Le risque de dépendance économique passe aussi par une modification des comportements de consommation afin d'orienter les choix d'achats vers des produits ayant des impacts écologiques plus faibles. Pour ces participant·e·s, l'enjeu est la prise de consciences des activités économiques.

Un enjeu migratoire

Le besoin de main d'œuvre qualifiée peut accroître la dépendance vers l'extérieur. Pour autant, les participant·e·s voient cette migration comme une chance économique pour le territoire national.

Commentaires concernant le risque de dépendance économique

- Pour les participant·e·s, il est important que les citoyens prennent conscience de l'impact de leurs choix de consommation.
- La dépendance économique internationale a montré les limites du libéralisme lors de la pandémie avec notamment la difficile gestion des masques.
- Une dépendance économique vers l'extérieur fait courir un risque pour le secteur économique suisse tel que l'approvisionnement des ressources nécessaires à la production ou la délocalisation des activités.
- Pour l'un des participant·e·s, le risque de dépendance économique ne doit pas uniquement s'appréhender comme un risque entre nations mais également celui d'une trop forte dépendance vis-à-vis des multinationales.
- Si certains des participant·e·s valorisent un changement de comportement individuel vis-à-vis de la consommation qui pourrait être plus vertueuse, d'autres participant·e·s soulignent le poids de la situation économique de chacun dans ses choix.



Mesures concernant le risque de dépendance économique

Pour les participant·e·s, il apparaît important de mettre en place des politiques d'éducation, de soutien à la recherche et à l'innovation visant à limiter la dépendance économique de la Suisse.

Certains participant·e·s estiment que les autorités publiques pourraient également mettre en place des législations favorisant la production locale. Pour autant, un consensus a émergé au sein du groupe : celui d'une croyance illusoire en l'indépendance économique.

De même, il apparaît important pour les participant·e·s de questionner le poids de l'économie dans nos vies. Il serait ainsi souhaitable de développer une entraide entre les individus, « de regarder son voisin » et dans cette démarche de mieux partager les bénéfices économiques avec l'ensemble de la population.

La question de la hausse des salaires est discutée dans le groupe. En effet, pour certains le pouvoir d'achat est un enjeu majeur pour une consommation plus locale. Pour d'autres, au contraire, il s'agit surtout d'un changement comportemental. Pour ces derniers, c'est le modèle de surconsommation qui est à la base du problème, « on peut consommer moins, mais consommer mieux ».

Une autre mesure est proposée par le groupe, celle de la découverte de différents métiers. Actuellement, la majeure partie des emplois se trouve dans le secteur tertiaire or, les autorités publiques pourraient aider les citoyens à découvrir, à tester, des métiers d'autres secteurs notamment dans l'agriculture : « si j'avais appris d'autres choses, comme traire une vache, peut-être que j'aurais été plus utile en cas de Covid ».

3. Stimuler la collaboration internationale

L'ensemble des participant·e·s soulignent l'importance de la collaboration internationale et du danger du repli sur soi. Pour eux, la crise sanitaire du Covid-19 en est un parfait exemple.

Accroître la main d'œuvre

Pour les participant·e·s, l'enjeu de ressources humaines et de l'immigration de la main d'œuvre est un enjeu important de la collaboration internationale. Des tensions internationales pourraient entraîner une pénurie de main d'œuvre qualifiée sur le territoire nationale. Il est ainsi important de maintenir une bonne collaboration internationale.

Valoriser les employés suisses sur le plan international

Afin de stimuler la collaboration internationale, l'un des participant·e·s souligne l'enjeu de la valorisation, non seulement de la production suisse, mais également des compétences de ses travailleurs.

Commentaires concernant l'importance de la collaboration internationale

- La crise sanitaire a démontré la nécessité de la collaboration internationale notamment dans le secteur médical. Aujourd'hui près de 60% des soignants sont des frontaliers. Un abandon de la collaboration internationale aurait pu avoir des conséquences dramatiques pour la Suisse.
- Aujourd'hui la mondialisation impose la collaboration internationale. Pour les participant·e·s, cette collaboration peut être un levier pour accroître des exigences écologiques, par exemple.



Mesures concernant l'importance de la collaboration internationale

Pour les participant·e·s, même si la collaboration internationale doit être valorisée, il est nécessaire de garder à l'esprit que les autorités cantonales ont peu de pouvoir en ce domaine.

Pour autant, les autorités cantonales devront anticiper l'immigration, notamment économique, et investir pour adapter les infrastructures d'habitation ou encore de transport.

4. Trouver la bonne répartition des tâches entre les différents niveaux institutionnels

Si cet enjeu apparaît important pour les participant·e·s, ils soulignent aussi que le canton peut difficilement intervenir au niveau international. Le poids décisionnel des autorités cantonales est également limité face aux entreprises internationales.

La crédibilité du canton

Pour les participant·e·s, l'un des enjeux majeurs dans le poids décisionnel du canton reste la crédibilité de ses représentants et de ses décisions. L'un d'eux donne l'exemple de la grippe aviaire qui a eu lieu en Espagne qui a incité les autorités à acheter 5 millions de vaccins alors que finalement l'impact sanitaire de cette grippe aviaire s'est avéré quasi inexistant.

Commentaires concernant la répartition des tâches entre les différents échelons institutionnels

La responsabilisation de chacun et la collaboration entre les autorités publiques est aussi un enjeu pour les participant·e·s.

L'importance de la confiance dans les autorités publiques est par ailleurs soulignée. En effet, une perte de confiance risque d'entraîner une défiance vis-à-vis des décisions politiques.

Mesures concernant la répartition des tâches entre les différents échelons institutionnels

Les mesures à mettre en place doivent permettre d'accroître la subsidiarité entre les échelons décisionnels. Ce faisant, les autorités publiques seraient ainsi plus à même de répondre aux enjeux locaux et ainsi mieux tenir compte des spécificités de chaque territoire.

Il apparaît ainsi indispensable d'accroître la coordination entre les différents niveaux institutionnels et de faciliter l'implication des citoyens dans les décisions publiques (démarches participatives).

dans les interrelations. En soulignant que ces derniers permettent à certains individus de rester en contact avec leurs proches et ainsi de lutter contre l'isolement, les participant·e·s soulignent que cette utilisation massive des réseaux sociaux tend à restreindre les interrelations

3.2.7 Enjeu 7: Enjeu démocratique



Enjeu démocratique

Présentation de l'enjeu 7 : Enjeu démocratique

Des segments de la population mondiale se méfient des institutions et des gouvernements, qu'ils estiment peu disposés ou incapables de répondre à leurs besoins ou leurs attentes. En Suisse, les mécanismes de démocratie directe permettent d'atténuer ce sentiment de crise qui s'observe à l'étranger. Mais est-ce suffisant à terme ?

Parallèlement, la fiabilité des résultats scientifiques semble de plus en plus contestée par l'opinion publique. On assiste à une remise en cause de l'université, de la valeur culturelle, de son apport et de l'impact social du travail scientifique. La place du savant dans la société semble s'être érodée au cours des dernières décennies.

Afin de s'approprier cet enjeu démocratique, les participant·e·s ont été amenés à échanger autour de sous-enjeux identifiés par StatVD.

Les six sous-enjeux pré-identifiés étaient :

1. Éviter la judiciarisation
2. Renforcer les approches systémiques
3. Améliorer la capacité des collectivités publiques à appréhender le changement
4. Expliciter la priorisation des actions des collectivités publiques et ses conséquences
5. Assurer la prise en compte des besoins de la population
6. Défendre notre modèle démocratique

1. Éviter la judiciarisation

Pour certains participant·e·s, la judiciarisation qui n'est pas en soi problématique est aujourd'hui diabolisée. Elle apparaît au contraire comme nécessaire lorsque le manque d'outils judiciaires met en danger les populations les plus défavorisées, notamment sur le plan du logement ou encore des assurances. Pour l'un des participant·e·s, le manque d'outils juridiques constitue même un risque pour l'égalité des individus face à l'économie.

Commentaires concernant la judiciarisation

- Si l'ensemble des participant·e·s s'accorde sur une certaine et excessive diabolisation de la judiciarisation, certains soulignent que limiter cette judiciarisation serait un objectif « positif ». En effet, éviter la judiciarisation implique une meilleure entente entre l'ensemble des acteurs et la création de consensus.

- Un second point est discuté, celui de l'imbrication des mondes judiciaire et politique. En effet, si les lois sont définies par le politique, les tribunaux ont une marge de manœuvre quant à leur interprétation. Cette marge de manœuvre est vue par certains, comme une intrusion du judiciaire dans le monde politique. Il est néanmoins à noter que cette implication du judiciaire dans le champs politique ne fait pas consensus au sein du groupe.
- Pour la majorité des participant·e·s, si la judiciarisation est pénible, notamment en raison de la longueur des procédures et le retard dans la mise en œuvre des décisions, elle apparaît comme une réponse à la prise en compte des besoins des certains groupes sociaux.

2. Renforcer les approches systémiques

Ce sous enjeux est peu discuté par les participant·e·s qui ont des difficultés à en saisir le sens. Néanmoins, ils soulignent que les décisions politiques doivent s'appuyer sur une approche globale des problématiques. De même, le dialogue global, c'est-à-dire avec l'ensemble des acteurs, apparaît comme indispensable à la mise en œuvre de politiques publiques.

3. Améliorer la capacité des collectivités publiques à appréhender le changement

Pour les participant·e·s, il est indispensable que les autorités publiques anticipent les enjeux sociétaux de demain. Pour eux, l'implication des citoyens, experts dans certains domaines, facilite cette nécessaire anticipation.

Démarches participatives

Plusieurs participant·e·s soulignent l'importance mais aussi l'intérêt de la mise ne place de démarche participative, à la condition toutefois que ces dernières ne soient pas des démarches alibis. En effet, ces moments d'échanges permettent aux autorités publiques d'accéder à l'expertise citoyenne et aux citoyens de s'investir dans la vie de la cité.

Lutte contre la polarisation de la société

La crise sanitaire illustre pour les participant·e·s le risque de polarisation de la société. Dès lors, l'un des enjeux est la communication, mais également la valorisation de l'expertise scientifique.

Une indispensable éducation de la population

La crise sanitaire a exacerbé un phénomène déjà présent dans la société, l'apparition des fake News. Bien qu'il ne s'agisse pas d'un phénomène nouveau, la prégnance des réseaux sociaux dans nos vies à amplifier ce phénomène. Les autorités publiques doivent anticiper leur diffusion et renforcer des outils pédagogiques permettant d'avoir un avis éclairé sur des questions scientifiques.

Commentaires concernant la capacité des collectivités publiques à appréhender le changement

- Il apparaît nécessaire d'augmenter le partage des informations, de soigner la communication, mais surtout la transparence, afin de refonder la légitimité de l'expertise scientifique.
- Les participant·e·s soulignent également que si la vulgarisation scientifique a permis la diffusion de connaissances dans la population, la prise de parole sur les réseaux sociaux de

personnalités scientifiques ou non, tend à décrédibiliser l'ensemble des connaissances scientifiques.

Mesures concernant la capacité des collectivités publiques à appréhender le changement

Une des mesures mise en valeur par les participant·e·s concerne la communication et plus encore la communication du domaine scientifique. En effet, la crise du Covid a démontré une certaine défiance d'une part de la population vis-à-vis des politiques et scientifiques. Il apparaît donc important de mettre en place des outils de formation et d'améliorer l'éducation concernant la démarche scientifique (production, divergence de thèse aboutissement un consensus) et ainsi limiter la désinformation et la décrédibilisation des connaissances scientifiques.

Il est aussi important de lutter contre les fake News et de créer des espaces de dialogue serein sur les enjeux sociétaux.

L'un des éléments centraux de la discussion est de mettre en place des mesures permettant aux individus de ne plus confondre connaissances et opinions.

4. Expliciter la priorisation des actions publiques et leurs conséquences

Cet enjeu a été traité à travers le prisme de la lutte contre la désinformation.

5. Assurer la prise en compte des besoins de la population

Cet enjeu paraît évident pour les participant·e·s, il est ainsi peu discuté mais plutôt complété.

Démocratie participative

Si la démocratie directe permet une expression citoyenne importante son renforcement par des démarches participatives apparaît comme un levier positif à l'implication des citoyens à la vie de la cité mais aussi à l'identification des besoins de la population.

Principe de subsidiarité

Pour les participant·e·s, il est important que les autorités publiques tiennent compte des spécificités des territoires locaux. En étant à même d'écouter les usagers de ses territoires, les autorités publiques pourront répondre de façon plus ciblée à certains enjeux locaux.

Commentaires concernant la prise en compte des besoins de la population

- Pour les participant·e·s, la démocratie participative devrait être renforcée pour répondre au mieux aux besoins locaux mais sans pour autant abîmer la démocratie directe. Il y a ainsi une différence entre les objectifs de ses deux démocraties. La démocratie participative s'appuie de fait sur un public plus restreint mais dont l'expertise est valorisée et apporte les connaissances nécessaires du terrain aux autorités publiques.
- Les participant·e·s soulignent également le besoin de ressources supplémentaires pour les autorités locales afin de répondre aux besoins spécifiques de la population.
- Certains participant·e·s mettent également en avant le besoin de faire entrer le pouvoir démocratique au sein des entreprises.

- Les participant·e·s soulignent néanmoins certaines limites de démarche participative. En effet il s'agit souvent d'enjeux plutôt locaux. De plus, il est nécessaire que la participation se reflète dans la partie décisionnelle qui ne doit pas être uniquement du ressort du politique.

6. Défendre notre modèle démocratique

Pour les participant·e·s, le système démocratique suisse fait partie intégrante de la culture nationale. Dès lors il paraît difficile de devoir le défendre tant sa remise en question apparaît peu probable.

Commentaires concernant la défense du système démocratique suisse

La Suisse est érigée comme exemple (collège fédéral, collaboration des parties, contre-pouvoir) à travers le monde. Il faut donc défendre ce modèle pour conserver la stabilité du pays, si le système est mis en danger, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui. Il s'agit plutôt d'y veiller et de conserver un climat politique sain.

3.2.8 Enjeu 8: Enjeu de sécurité



Enjeu de sécurité

Présentation de l'enjeu 8 : Enjeu de sécurité

Dans un monde guidé par l'incertitude, la question de la sécurité est de plus en plus présente. Sur le plan international, les zones de conflit se multiplient, sans qu'on puisse encore cerner les impacts possibles sur la Suisse et le canton de Vaud. La question de la sécurité implique une action dans de nouveaux secteurs, comme la nécessité de lutter contre les cyberattaques et de lutter contre l'extrémisme violent.

Afin de s'approprier cet enjeu de sécurité, les participant·e·s ont été amenés à échanger autour de sous-enjeux identifiés par StatVD.

Les cinq sous-enjeux pré-identifiés étaient :

1. Sensibiliser et lutter contre les cyber-risques
2. Veiller à la sécurité publique
3. Lutter contre la radicalisation et l'extrémisme violent
4. Se préparer à d'éventuelles catastrophes et situations d'urgence
5. Se prémunir contre la désinformation ou les manipulations de l'extérieur

Les participant·e·s ont fait le choix de se concentrer sur une partie des sous-enjeux identifiés par l'équipe de StatVD.

1. Sensibiliser et lutter contre les cyber-risques

Cet enjeu fait débat quant à son importance. En effet, si l'ensemble des participant·e·s ne remet pas en question l'existence des cyber-risques, ils ne sont pas d'accord quant à son importance.

2. Veiller à la sécurité publique

L'insécurité, ou plutôt le sentiment d'insécurité, est par contre vue comme un véritable enjeu pour les participant·e·s qu'il faut absolument mettre aborder en lien avec le vieillissement de la population. Pour autant, il s'agit surtout de l'accroissement du sentiment de l'insécurité (ce sentiment est surtout présent chez les personnes âgées), plus que l'accroissement de la délinquance.

Les participant·e·s soulignent ainsi que la majorité de la population ne se sent pas en insécurité, mais que certains, comme des communes et des privés, mettent en place des systèmes de surveillance.

Une sécurité comme enjeu individuel

Certains participant·e·s soulignent aussi la responsabilité des individus dans la prise en charge de leur propre sécurité. Les autorités publiques et plus encore le canton ne peuvent assurer



seuls cette responsabilité. De plus, le sentiment d'insécurité et son pendant, le besoin de sécurité, est un sentiment personnel. Il ne faut pas nécessairement renforcer la sécurité publique de façon globale, mais plutôt cibler les populations à risques et/ou celles exprimant particulièrement ce sentiment d'insécurité.

Un besoin de confiance

Les participant·e·s complètent leurs discussions concernant la différence entre délinquance et sentiment d'insécurité en identifiant un sou-enjeu important à leurs yeux, celui du renforcement de la confiance, tant vis-à-vis des autorités en charge de la sécurité que d'autrui.

Commentaires concernant la sécurité publique

- Pour les participant·e·s, il est important distinguer sécurité et sentiment d'insécurité. Ce dernier n'est pas forcément corrélé à un accroissement de la délinquance.
- L'un des participant·e·s souligne une relation causale entre la mise en place de mesures de sécurisation de certaines populations, notamment vis-à-vis des personnes âgées et le renforcement du sentiment d'insécurité, « si des mesures sont mise en œuvre, c'est qu'il y a un danger ».
- Pour les participant·e·s, une sécurisation massive peut entraîner une mise en danger de la société et du projet sociétal général à cause de la perte du bien commun.
- La société risquerait de voler en éclat en cas de trop forte augmentation des mesures sécuritaires. En revanche, s'il doit assurer seul sa sécurité, par perte de confiance envers l'ensemble de la société, l'individu peut tomber dans le cercle vicieux de la peur et de l'isolement. Il faut trouver le juste milieu entre sentiment de sécurité, sécurité individuelle et sécurité orchestrée par l'État.
- Il apparaît indispensable pour les participant·e·s de renforcer la confiance entre les individus.

3. Lutter contre la radicalisation et l'extrémisme violent

Pour les participant·e·s, cet enjeu de plus en plus important soulève un problème pluriel. Il est essentiel selon eux de différencier les mouvements dits extrémistes. En effet, il y a un risque social à lutter contre des mouvements parfois nécessaires et qui font partie de la démocratie saine alors qu'ils restent non violents tels que les radicaux du climat.

Une liberté d'expression à garantir

L'un des piliers de notre démocratie est la liberté d'expression. Il faut donc être vigilant dans la lutte contre les radicalismes afin de ne pas limiter la liberté d'expression.

Une intégration des populations migrantes indispensables

L'un des enjeux actuels est l'intégration des personnes étrangères qui doivent être perçues comme une chance pour le canton et la Suisse en générale, notamment d'un point de vue économique (main d'œuvre). L'intégration de ces nouvelles populations permet de lutter contre leur isolement mais également pour de faciliter les passerelles interculturelles entre ces populations et les suisses.



Commentaires concernant la lutte contre la radicalisation

- Pour les participant·e·s, il serait important de modifier l'intitulé de ce sous-enjeu et de lui préférer celui de « lutte contre les radicalisations et les extrémismes violents »
- Il est également indispensable de veiller aux tensions entre les arbitrages personnels et la sécurité publique

Mesures concernant la lutte contre la radicalisation

Il apparaît important pour la majorité des participant·e·s de lutter contre la peur de l'autre qui est née « du manque de connaissances interpersonnelles et culturelles ». Il y a besoin de vraies rencontres entre personnes, dans des espaces prévues à cet effet, comme les habitations collectives ou les lieux de rencontre aménagés.

Un second axe de mesures concerne plus spécifiquement la lutte contre la désinformation. Dans le même temps, il faut aussi favoriser la transmission intergénérationnelle et culturelle, pour donner les clés de compréhension de la différence à tous.

Des mesures éducatives peuvent également être envisagées tant pour renforcer les connaissances de la diversité de la population que pour valoriser le civisme de chacun. Enfin, le lien social et le bien commun doivent être remis à l'honneur dans la société vaudoise.

4. Se préparer à d'éventuelles catastrophes et situation d'urgence

Pour les participant·e·s, cet enjeu est important pour garantir la qualité de vie des citoyens suisses. Pour autant, les autorités publiques ne le prennent que peu en compte dans leurs décisions politiques.

Des catastrophes climatiques

Le dérèglement climatique risque de remettre en question nos cadres de vie mais aussi nos activités économiques.

Les risques industriels

L'enjeu des risques industriels devient un enjeu de plus en plus prégnant notamment avec les dérèglements climatiques et les risques naturels.

Commentaires concernant les risques naturels

- Pour les participant·e·s, la prise en compte de l'impact du changement climatique est importante notamment pour maintenir la sécurité des riverains.
- De plus, la modification des conditions climatiques à venir doit également être appréhendée par les autorités locales d'un point de vue sécuritaire.

5. Se prémunir contre la désinformation ou les manipulations de l'extérieur

Pour les participant·e·s, cet enjeu pose la question de la confiance des citoyens dans leurs autorités politiques.



La polarisation de la société

Comme l'a mise en exergue la crise sanitaire du Covid 19, on assiste de plus en plus à une polarisation de la société. Il apparaît donc important pour les participant·e·s de lutter contre cette polarisation qui entraîne ou peut entraîner une fracture sociale importante.

Commentaires concernant la lutte contre la désinformation

Comme l'ont précédemment souligné les participant·e·s, cet enjeu de lutte contre la désinformation est un élément important à prendre en considération dès aujourd'hui. Le maintien d'un climat de confiance envers les politiques reste un élément central pour l'atteinte des objectifs et pour la cohésion sociale.

6. Enjeu supplémentaires identifiés par les participant·e·s : le rôle de l'armée

L'armée suisse, en tant qu'organe de protection directe, ne semble pas vraiment convaincre les participant·e·s. Néanmoins, ils lui reconnaissent un rôle de cohésion sociale important.

Commentaires concernant le rôle de l'armée

- Si les participant·e·s remettent en cause la pertinence du maintien de l'armée sur le territoire national dans un objectif sécuritaire ainsi que l'utilité du service militaire dans cet objectif, un consensus émerge autour du rôle socialisant de l'institution.
- Pour les participant·e·s, si l'armée de milice peut disparaître, elle se devra d'être remplacée par un projet social assurant une diversité, tourné vers la rencontre et la cohésion sociale.

Mesures concernant le rôle de l'armée

Il faut repenser un service global plus en lien avec les problèmes actuels, car l'armée est en soi peu nécessaire, et manque d'inclusivité (femmes et étrangers). Le nouveau projet doit rester une expérience sociale de groupe, avec une participation totale, tendant vers l'universalité.

3.3. Présentation commune des différentes discussions de la soirée

À la suite des différents travaux en groupe, l'équipe de la HEIG a présenté succinctement (2 minutes) les discussions qui ont traversé les 8 enjeux. Chaque membre de la HEIG a ainsi présenté en 2 minutes les différents posters produits. Par la suite, les participant·e·s ont été invité·e·s à réagir sur ces derniers et à identifier des enjeux transversaux.

Plusieurs participant·e·s ont ainsi soulevé la problématique de l'énergie comme étant un enjeu central et transversal à plusieurs discussions. Pour l'un des acteurs présents, il est nécessaire que les politiques se saisissent de l'enjeu énergétique et mettent en place des politiques d'approvisionnement qui garantissent à la population et à l'économie suisse l'accès à cette ressource indispensable.

Le second enjeu transversal identifié est celui de l'accès et de la maîtrise de la technologie. En effet, cette dernière devrait devenir encore plus omniprésente dans la vie quotidienne. Il apparaît alors nécessaire qu'aucune part de la population ne soit marginalisée face aux futurs développements technologiques.

Le troisième enjeu transversal identifié est celui du financement des multiples actions proposées lors des discussions menées par les différents groupes. Ainsi, la bonne santé économique de la Suisse et du canton de Vaud devrait rester un cap pour les autorités publiques. Les discussions en plénières ont permis d'identifier que des investissements sont indispensables pour maintenir une qualité de vie adéquate dans le canton mais qu'il est possible de choisir une réorientation pour atteindre les objectifs notamment climatiques.

Un quatrième enjeu est souligné, celui de l'éducation et de la communication. Les participant·e·s s'appuient notamment sur la période de crise sanitaire pour souligner l'importance que prend déjà aujourd'hui l'information dans nos vies. Or, cette information est souvent confuse voire contradictoire. Il apparaît dès lors indispensable de renouer avec la confiance des citoyen·ne·s dans la parole politique et scientifique. Le rôle de l'éducation est ainsi identifié comme étant un outil indispensable pour permettre aux individus d'avoir des opinions éclairées.

Enfin, pour les participant·e·s, la démocratie apparaît également comme un enjeu transversal notamment parce qu'il est lié au sentiment de sécurité ou insécurité. En effet, ce dernier, qu'il soit factuel ou non, sert de terreau à l'acceptation des inégalités ou des décisions autoritaires pouvant être prises par les autorités politiques.

3.4. Retour réflexif sur ce quatrième atelier

Tout comme lors du premier atelier, ce quatrième atelier a été riche en débat. Les participant·e·s tout comme les équipes de la HEIG et de StatVD ont été satisfaits de pouvoir se retrouver en présentiel, bien que quelques un·e·s aient été contraints d'annuler leurs participations pour des raisons médicales.

Les participant·e·s ont manifesté leur préférence pour cette forme d'atelier pour permettre de discuter de façon plus approfondie. Ils ont aussi souligné l'importance de la mise en commun et de la présentation finale en plénière du travail de chacun·e.

Il est à relever que la formule de ce quatrième atelier favorise la richesse des débats, d'une part en donnant plus de temps aux participant·e·s pour discuter entre eux, et d'autre part en ouvrant des espaces de dialogue avec les membres de l'équipe de StatVD.

Ce design semble également faciliter l'implication des participant·e·s et limiter les difficultés de prises de parole de certaines personnes. Le travail par petits groupes a entraîné une collaboration et une écoute accrue.

Cependant, certain·e·s ont regretté tout de même de ne pas avoir pu discuter de l'ensemble des enjeux de façon approfondie par manque de temps.

IV. Annexes

Exemple de «dossier de participant»	67
-------------------------------------	----

Atelier 3 du 1er novembre 2021

Scénario 1 : Individualisme et écologie	76
Scénario 2 : Ouverture et centralisation du pouvoir	77
Scénario 3 : Autoritarisme et repli sur soi	78
Scénario 4 : Tournant écologique et mesures fortes de l'État	79

Atelier 4 du 21 novembre 2021

Enjeu 1 : Enjeu environnemental	81
Enjeu 2 : Enjeu de cohésion sociale	82
Enjeu 3 : Enjeu économique	83
Enjeu 4 : Enjeu démographique	84
Enjeu 5 : Enjeu technologique	85
Enjeu 6 : Enjeu de la dépendance vers l'extérieur	86
Enjeu 7 : Enjeu démocratique	87
Enjeu 8 : Enjeu de sécurité	88

DOSSIER DES PARTICIPANTS – ATELIER 3

Prospective Vaud 2040 – groupe de consultation

Atelier du 1 novembre 2021 (18h à 21h)

Salle du 1^{er} Février 1959

Bâtiment administratif de la Pontaise

Avenue des Casernes, 2

1018 Lausanne

Dossier des participants

Coordinatrice : Adeline Cherqui – 078 826 49 10 - adeline.cherqui@heig-vd.ch

Chef de projet : Florent Joerin – florent.joerin@heig-vd.ch

Animatrice principale du groupe C : Florent Joerin

GROUPE C

Bonjour,

Nous serons ravis de vous accueillir en présentiel pour ce troisième temps d'échange du groupe de consultation Citoyennes et Citoyens.

Nous vous accueillerons le 1^{er} novembre dès 17h30 à l'adresse indiquée à la première page. Les différents accès au bâtiment sont décrits ainsi que les parkings riverains dans la rubrique ci-après : Lieu de rencontre.

Pour ce troisième atelier du groupe consultatif Vaud 2040, vous êtes affilié.e.s au **Groupe C** dont l'animateur est **Florent Joerin** et votre scénario principal de réflexion est le scénario 3 « Autoritarisme et repli ».

Afin d'organiser ce troisième atelier, nous avons tenu compte, autant que possible des différents souhaits exprimés par chacun d'entre vous. Tout comme, le second atelier, notre événement du 1^{er} novembre est organisé en deux séquences principales vous permettant ainsi d'aborder deux scénarios dans la soirée. Concernant votre groupe (C), le second est le numéro 4 : « Tournant écologique et mesures fortes de l'État ».

Lors de cet atelier, les discussions permettront de compléter ou enrichir la description de la situation sociétale du canton de Vaud en 2040, pour laquelle vous avez reçu un résumé (voir ci-après). Il s'agira pour cela de discuter de son expression et de ses conséquences dans les différentes composantes de la société vaudoise, en lien notamment avec votre champ d'activités et votre situation personnelle.

Voici un petit aide-mémoire pour votre groupe

Groupe	Animateur	Stat-VD	Preneur de note	Salle
Groupe C	Florent Joerin	Olivier Meuwly	Alexandre Romy	Cafétéria
Scénario 3	<i>HEIG VD</i>	<i>Stat VD</i>	<i>HEIG VD</i>	
Scénario 4				

DÉROULEMENT DE LA SOIRÉE – DESCRIPTION

17h30 : Ouverture des portes (Salle du 1^{er} février 59)

L'équipe de la HEIG vous accueille à l'entrée de la salle. Nous vérifions vos pass sanitaires et nous vous distribuons vos tours de cou.

18h : Mot d'accueil de l'équipe Stat-VD

18h15 : Présentation du déroulé de l'atelier par le professeur Joerin de la HEIG-VD

18h25 : Déplacement dans les différentes salles (si nécessaire)

18h30 : Introduction de la **session par groupe**

Groupe C - Animateur Florent Joerin

18h30 : Quelles conséquences dans votre champ d'activités ou votre mode de vie du scénario « Autoritarisme et repli »

Ce premier temps d'échange est complété par une discussion avec le membre de Stat-VD présent dans le groupe.

19h30 : Pause – Stat VD vous offre la collation

Afin de respecter le protocole sanitaire, la collation aura lieu dans la cafétéria et toutes les personnes sont invitées à se restaurer à une place assise.

20h00 : Visite d'un autre scénario « Tournant écologique et mesures fortes de l'État »

Ce second temps d'échange est consacré à une discussion sur les conséquences identifiées par le groupe D sur le second scénario. Il s'agit alors de découvrir et compléter à travers vos propres réflexions et discussions le travail du groupe D.

20h45 : Mot de la fin par l'équipe de Stat-VD

21h : Fin de ce second atelier

SCÉNARIOS DE TRAVAIL – GROUPE C

Scénario 3 : Autoritarisme et repli

Résumé du scénario :

En 2040, la société, rongée par une polarisation de plus en plus forte et incapable de sceller des compromis, a fini par plébisciter un gouvernement autoritaire, en réponse à l'augmentation de l'insécurité économique et sociale notamment. L'ordre est maintenu par des mesures de traçage, voire de surveillance, et la technologie est développée principalement à cet escient. La population se distingue par son aversion au risque et sa forte propension à adhérer à des politiques qui assurent sa sécurité. Faute de mesures suffisantes en Suisse et dans le monde, le réchauffement climatique s'accélère : la société préfère trouver des moyens de s'adapter aux changements qui en résulte plutôt que de lutter contre ces derniers. La Suisse et le Canton, ambitionnant des politiques protectionnistes, voire autarciques, réduisent les collaborations internationales et se tournent vers une production locale, accompagnée d'un ralentissement de la croissance économique. Ayant fortement limité l'immigration, le canton compte 900'000 habitant·e·s. Les personnes âgées y sont désormais plus nombreuses que les jeunes.

Scénario 4 : Tournant écologique et mesures fortes de l'État

Résumé du scénario :

En 2040, les collectivités publiques sont investies de larges compétences afin d'accélérer l'avènement d'une société climatiquement durable. Elles mobilisent pour cela des moyens financiers importants et édictent des règles contraignantes en matière de consommation et de production de biens et services. La population, qui adhère dans une large mesure à cette action, se tourne progressivement vers des modes de vie énergétiquement plus sobres. Ainsi, les contrecoups du réchauffement climatique ont pu être contenus jusqu'à présent (2040) et ne devraient pas trop s'intensifier au cours des décennies suivantes. Néanmoins, le besoin de s'adapter aux dérèglements climatiques devient plus prégnant. L'économie vaudoise, stimulée par de vastes plans d'investissements en faveur de la transition écologique et par des innovations technologiques, reste orientée vers la croissance. Cette dernière s'avère cependant contenue car l'économie mondiale a ralenti, à la suite de la relocalisation de certaines activités et le passage vers des modes de production circulaires. L'économie mondiale est à présent cloisonnée autour de puissances régionales. Le canton de Vaud compte 1 million d'habitant·e·s.

LIEU DE RENCONTRE

Ce troisième atelier se déroulera en présentiel à l'adresse suivante :

Bâtiment administratif de la Pontoise

Salle du 1^{er} Février 1959

Avenue des Casernes 2

1018 Lausanne



Vous trouverez un parking à votre disposition devant le bâtiment

Depuis la Gare de Lausanne, vous pouvez également vous y rendre en bus (ligne 1 ou 3), arrêt **Casernes**.

Concernant le **défraiement** des participants **pour leurs frais de transports**, le paiement pourra être demandé à l'issue de la quatrième et dernière séance, agendée le 25 novembre.

Les frais remboursés seront ceux de billets de 2^{ème} classe en transports publics, pour des trajets aller-retour du lieu de domicile au lieu de la séance.

Un **formulaire ad hoc** vous sera transmis d'ici **à la dernière séance** afin vous permettre de demander ce remboursement.

Il ne sera pas nécessaire de nous transmettre les quittances ou les billets, les listes de présences aux différentes séances faisant foi.

PETIT RAPPEL DES RÈGLES DE PARTICIPATION

Afin de garantir des échanges fructueux dans une ambiance des plus agréables, la participation de chacun implique l'engagement de respecter les quelques règles suivantes :

Règle 1. Ne pas monopoliser la parole ou confisquer les débats

Le processus de participation publique n'est pas une tribune, mais un moment d'expression des diverses sensibilités et représentations sociales.

Règle 2. Rester courtois en toutes circonstances

En toutes circonstances, le participant s'interdit de proférer des insultes, d'intimider ou de discriminer une personne ou un groupe social, tant par ses propos que par son attitude.

Règle 3. Accepter le désaccord et respecter la contradiction

Le processus de participation publique n'a pas pour finalité de mettre tout le monde d'accord, mais d'entendre la diversité des points de vue.

Règle 4. Accepter que participer ne veuille pas dire décider

Le processus de participation publique a pour vocation de faire ressortir un panorama des attentes, à alimenter le débat public, à informer les porteurs de projets et à nourrir les réflexions des études en cours et à venir.

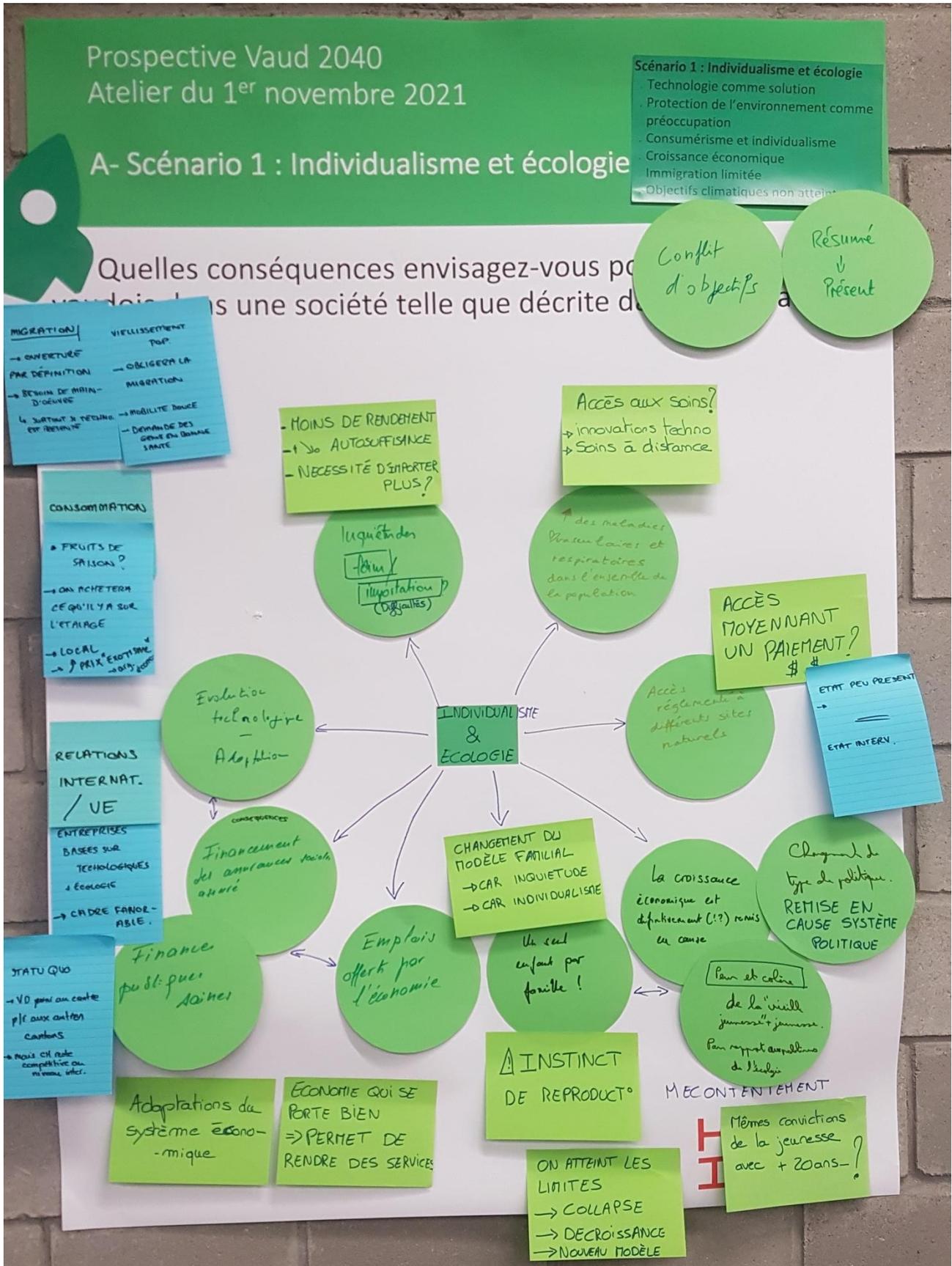
Règle 5. Respecter les règles de travail collectif et l'étendue du débat

Le processus de participation publique est géré et construit en différentes étapes. Pour le bon fonctionnement du processus participatif, les organisateurs indiquent au participant les situations dans lesquelles ses propos sont hors sujet, extérieurs à l'étendue du projet débattu ou abordé à un autre moment.

Tout manquement à l'une de ces règles peut amener à un rappel à l'ordre de la part des organisateurs du processus de participation publique, voire dans les cas les plus graves, à une exclusion du participant.

ATELIER 3 du 1^{er} novembre 2021

Scénario 1 : Individualisme et écologie

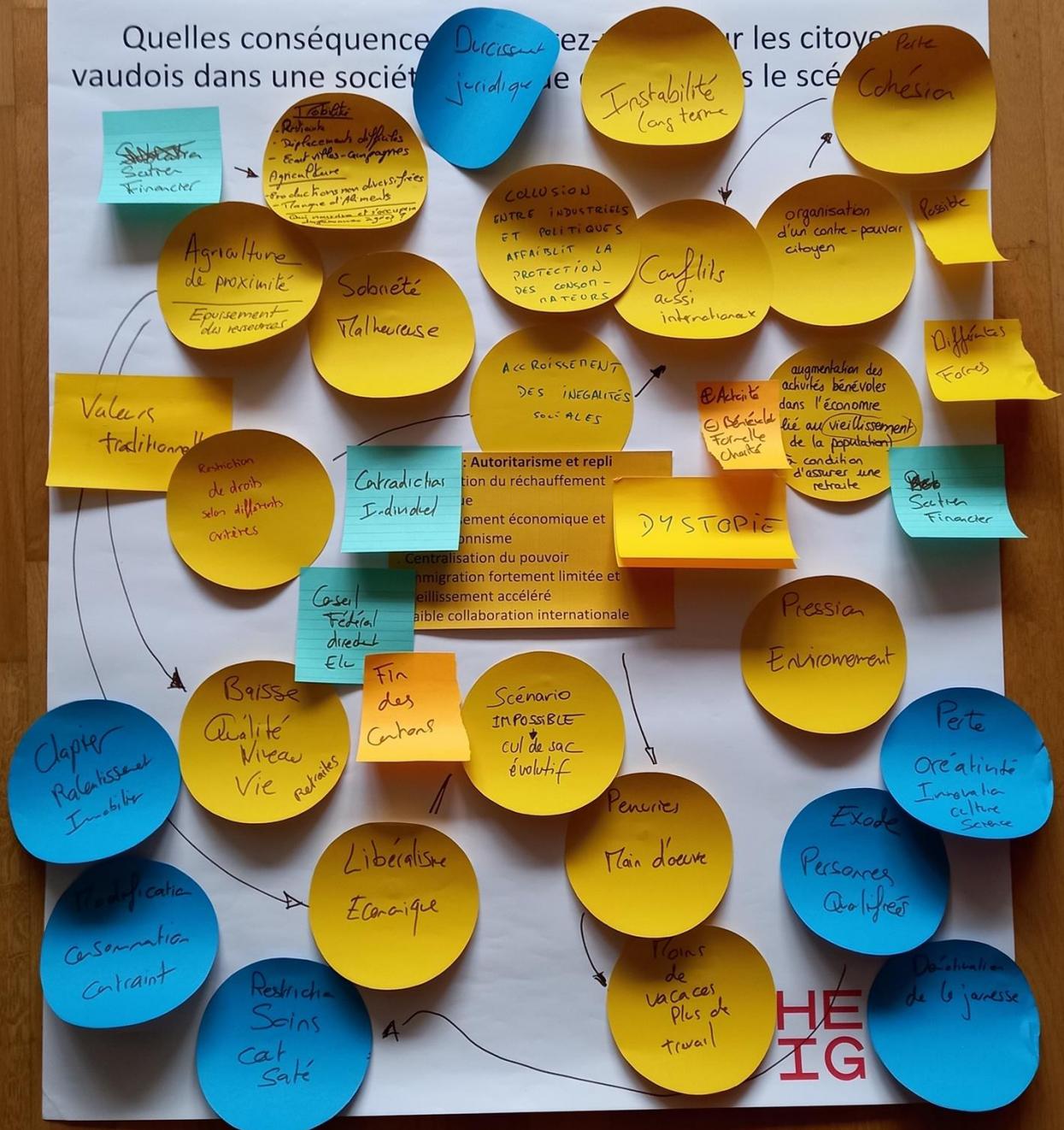


Scénario 3 : Autoritarisme et repli sur soi

Prospective Vaud 2040
Atelier du 1^{er} novembre 2021

C - Scénario 3 : Autoritarisme et repli

Quelles conséquences pour les citoyens
vaudois dans une société



ATELIER 4 du 25 novembre 2021

Enjeu 1 : Enjeu environnemental

Prospective Vaud 2040

Quelles mesures préconisez-vous ?

EDUCATION
FORMATION
Nul citoyen
Communication
M. Ecole

Selon ce que fera ou non le Canton, qu'avons-nous à gagner ou à perdre ?

S'adapter aux changements climatiques

- Developpement d'innovation
 - créativité de solutions grâce au collectif
- Inscrire le enjeu x dimensionnels comme prioritaire par rapport aux autres décisions
- TAXES !!! LES IMPOSITIONS
 - > FAVORISER CANTON LOCALE
 - > TRAVAIL DE QUALITE
- FAVORISER LES MOUVEMENTS DOWN -> UP
 - > COLLECTIF
 - > ETAT PEUT LES SOUTENIR
- Justice CLIMATIQUE
- Système d'incitation on taxe mais on doit mettre ailleurs
- Améliorer / réduire l'acceptation sociale
- DISPARITES + INEGALITES
- Politique d'adaptabilité -> rapport aux impacts (culture, économie de autre, ...)
- tourisme impacts? - agriculture? - ski
- Migration climatique
- Accèsibilité sociale
- EMPOWERMENT
 - > S'ENTRAIDER
 - > ETAT DOIT DONNER AUX INDIVIDUS LE DROIT D'AGIR
 - FAIRE CHEZ
- Si on ne fait rien on va dans le mur catastrophe
 - on redécouvre "on n'a pas le choix"
- Favoriser de vrais corridors biologiques
- Préserver la biodiversité
- Change les comportements
 - > réduire la consommation
- AIDER FINANCIER LES INDIVIDUS P.ex. REVENU DE BASE
- Disparition des abeilles
- GASPILLAGE ALIMENTAIRE -> REVALORISER
- Accélérer la transition énergétique
- FINANCEMENT CLIMATECH
- interconnexion convergence des différents domaines
- Système financier déconnecté de ce qui est financé
- imposer normes construction bâtiments
 - Panneaux solaires
 - Renovation
- ENVIRONNEMENT ET SANTE
 - > température Pandémie Saut mental
 - > rend l'humain sensible aux pathogènes
- RENFORCER PREVENTION + PROMOTION DANS TOUT
 - > IMPACT SANTE
- Système de santé + fort
 - > pas politique vieillissement?
 - > à quelques privés
- MOBILITE
 - > BOUTON TJS BOUGER?
 - > TELETRAVAIL?
 - > Changement env. travail
- Investissement durable
 - ⚠️ greenwashing
- ETEINDRE ECLAIRAGE PUBLIC

MEIG

Canton de Vaud

Enjeu 2 : Enjeu de cohésion sociale

Pour vous, s'agit-il des enjeux principaux ? En manque-t-il ?

Quelles mesures clés préconisez-vous ?

Selon ce que fera ou non le Canton, qu'avons-nous à gagner ou à perdre ?

respect de l'ordre légal + démocratie (à ajouter) instaurer

il y a prudence un mix de la façon de la prendre (choix de la méthode)

éviter le communautarisme mixité sociale

accès à l'information fiable

éducation

intégrations des étrangers

manque de communication (Bourdieu)

intégration sociale

faire un inventaire exhaustif déceler les points faibles aide à la décision (Seniors)

éducation socialisation étranger pour génération

focus intégration minorité visible

difficulté à impliquer en politique confiance sociale et politiques

l'ordre légal n'est pas figé légal peut se poser dans le moral

contribuer à la réflexion par l'établissement de valeurs communes

que transmettent les valeurs ?

disparité de la famille riches prennent à la main → équilibre travail

changer de discours + positif + espoir

parler et écouter espace d'échange

redonner confiance respect des rôles

accès aux droits que si respect des lois/devoirs

favoriser l'accès aux droits fondamentaux

éviter la polarisation de la société

et devoirs fondamentaux → éducation

polarisation vaccin vs anti-vaccin enjeu visuel

en enjeu intégration jeune vs pers. âgés - retraite (finances) - covid - transports

faire un lien entre figures locales et la politique

de solidarité

renforcer ses voisinage positif soutien

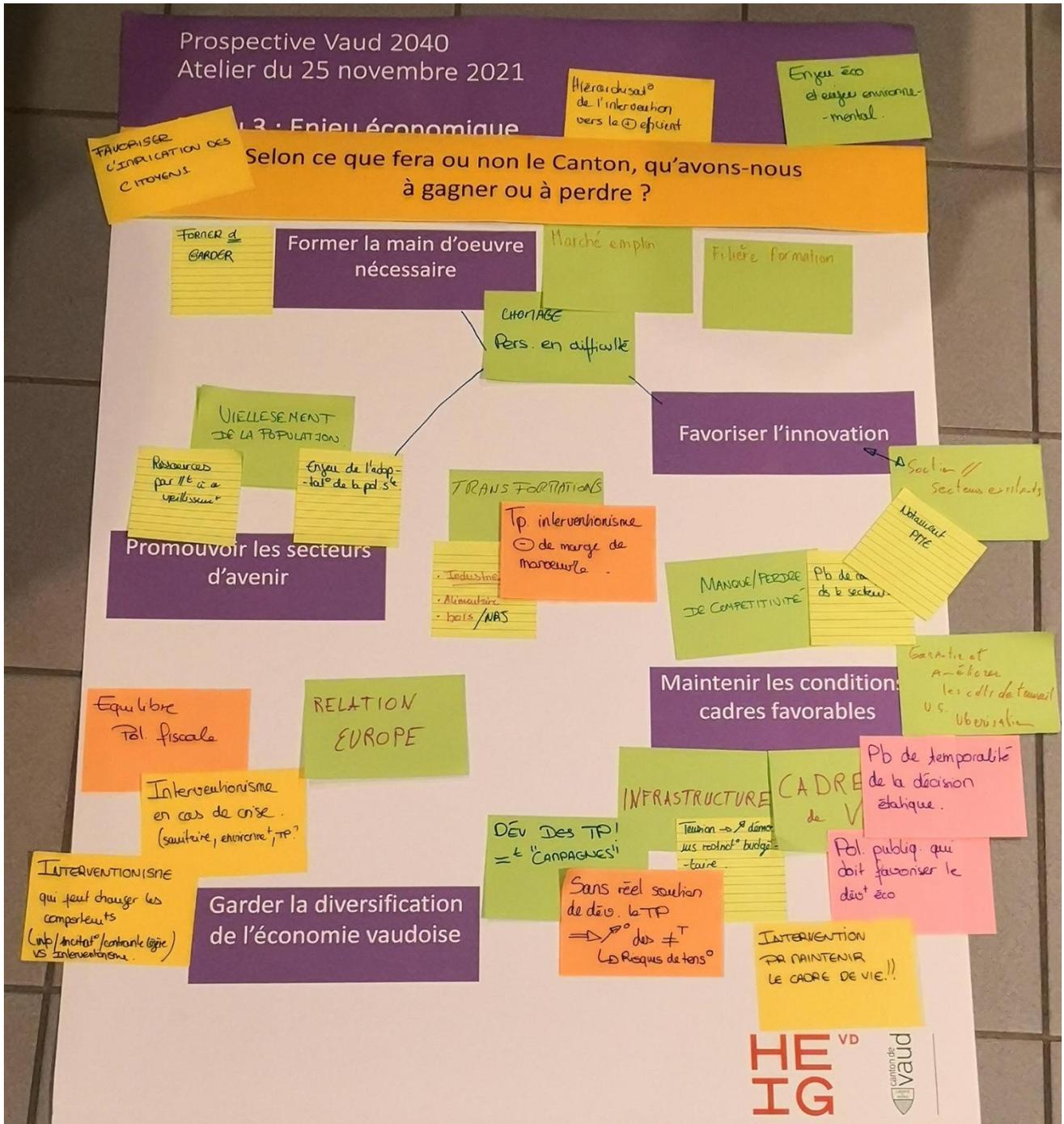
éco-anxiété

Lutter contre la pauvreté

endettement (jeunes) responsabilité

HEIG^{VD} Université de Vaud

Enjeu 3 : Enjeu économique



Enjeu 4 : Enjeu démographique

Pour vous, s'agit-il des enjeux principaux ? En manque-t-il ?

Enjeu 4 : Enjeu démographique

Croissance
→ taille

Quelles mesures clefs préconisez-vous ?

Adapter les infrastructures selon la croissance démographique

Infrastructures
- Ecole
- Bâtiment
- Hôpital
- Mobilité

MOYENS ECONOMIQUES
→ CANTONS A-T-IL
LES MOYENS DE
FINANCES
DEMOGRAPHIQUE

→ ECOLE
→ ACCUEIL DE JOUR
→ FAVORISER LA
NATALITE ?
POLITIQUES +++
FAMILIALES
FAVORISER LIEUX
INTERGENERATIONNELS

MIGRATIONS DE
LUXE
→ VU IMPOTS
→ RESSOURCES ECON.
+++ pour VD

ARRÊTER POLITIQUE
QUI PROMOUVET LES
DEVELOPPEMENTS
ENTREPRISES
Les migrations choisies

Recourir au potentiel humain des personnes âgées

ALLER AU DELA
DES STEREOTYPES

POLITIQUE
D'INTEGRATION

Adapter la prise en charge médico-sociale des personnes âgées

Politique migratoire
↳ migrants
↳ risque migration de luxe
↳ pression migratoire
climatique

Politique
d'intégration !
↳ naturalisation

COMPLEMENTARITE
→ A VALORISER !

RECONNAISSANCE
DIPLOMES
ETRANGERS

Intégrer les personnes de tous âges dans la société

DEMANCHER AUX
INDIVIDUS LA PROSE
DEMANCHES
PARTICIPATIVE
↳ ETRE PROACTIF

PRECARISATION
DE CERTAINES
POPULATIONS

Adapter les assurances sociales

↳ REVISION / CREATION
D'UN NIVEAU MODELE
DE RETRAITE ?

ASSURANCES
QUI S'ADAPTENT
AUX BESOINS
DE CHACUN·E

INCITATION AU
NIVEAU DES
EMPLOYEURS
→ EMPLOIS > RETRAITE

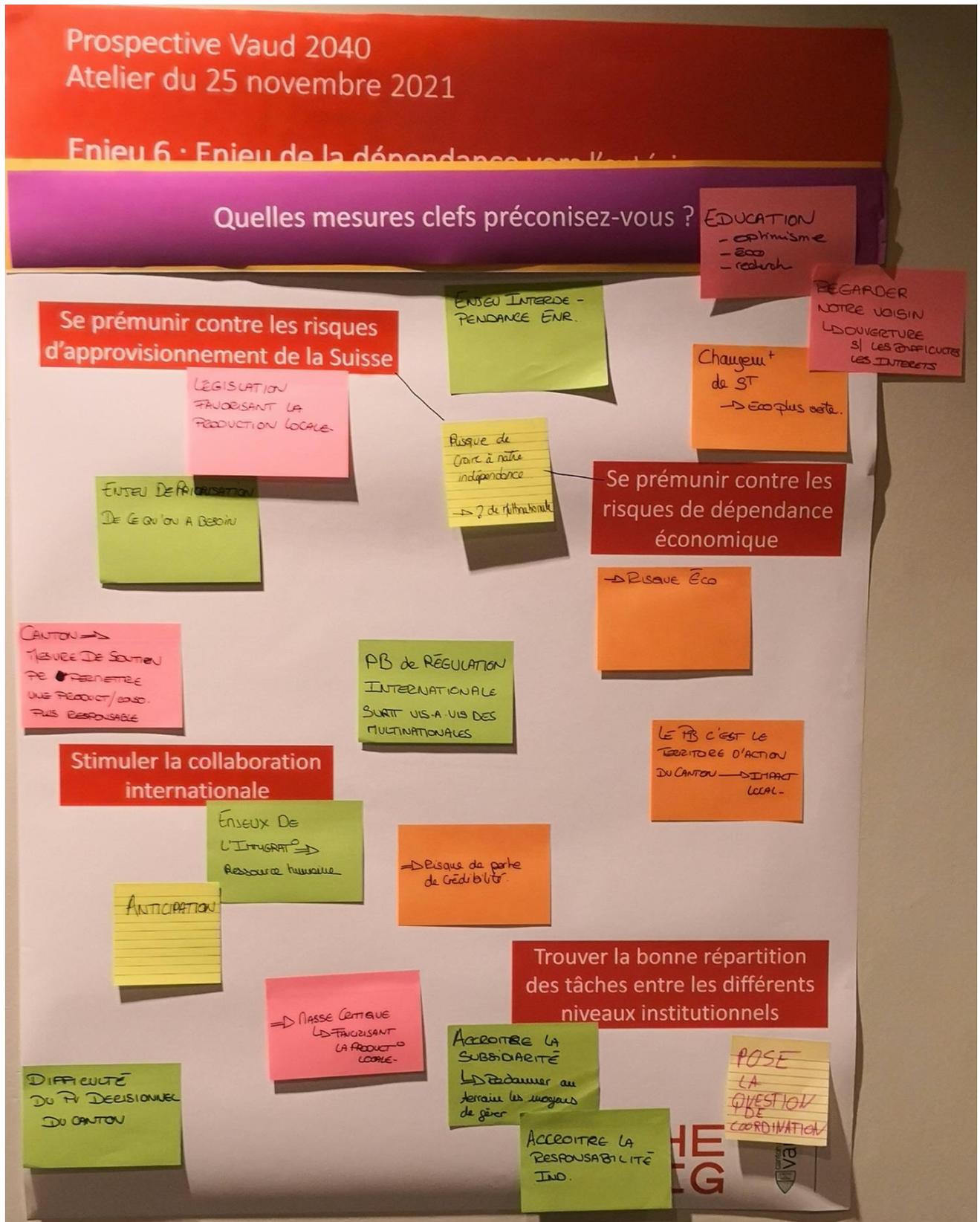
DEVENIR
① VISIONNAIRE
→ DEFINIR PRIORITES

FAVORISER ACTIVITES
SOCIALES INCLUSES

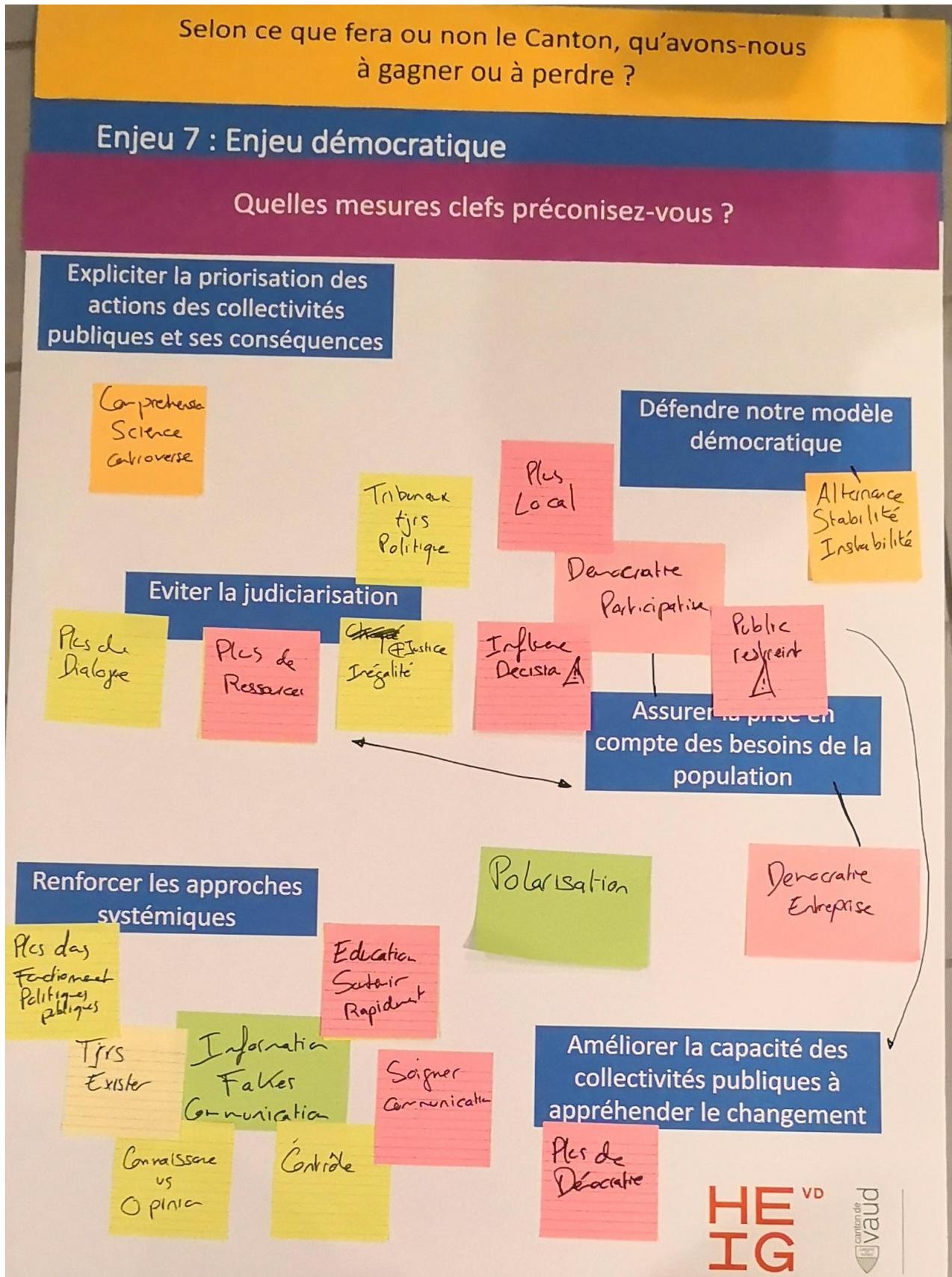
HEIG^{VD}

canton de vaud

Enjeu 6 : Enjeu de la dépendance vers l'extérieur



Enjeu 7 : Enjeu démocratique



Enjeu 8 : Enjeu de sécurité

